

2 Seas Magazine

DOSSIER SPÉCIAL

INTERREG IV A 2 MERS SEAS ZEEËN

MAI 2014



Initiative de cluster :

SAFE-ICE

recherche, innovation et soutien aux entreprises
dans une économie bas carbone

2 Mers Seas Zeeën

INTERREG IV A

FRANCE - ENGLAND - VLAANDEREN - NEDERLAND



Programme de coopération transfrontalière 2007-2013 cofinancé par le **FEDER**
Cross-border cooperation programme 2007-2013 part financed by **ERDF**
Programma voor grensoverschrijdende samenwerking 2007-2013
medegefinancierd door **EFRO**



3 AVANT-PROPOS

4 INTRODUCTION

6 CHAPITRE 1: Le context de SAFE-ICE

6 Le contexte politique d'une économie à faible émission de carbone en Europe

7 Le contexte de marché bas carbone en Europe

8 Qu'implique une économie à faible émission de carbone



10 CHAPITRE 2: Vers une économie à faible émission de carbone en partant d'un point de vue industriel

10 Les acronymes

10 Les projets derrière SAFE-ICE



12 CHAPITRE 3: Résultats de SAFE-ICE

12 Synthèse des entreprises et des bâtiments

19 Synthèse des relations B2B

25 Synthèse des parcs d'activités



31 CHAPITRE 4: Offre et demande de services et de biens

31 Synthèse

32 Soutenir l'offre et la demande



34 CHAPITRE 5: Congres SAFE-ICE

38 CHAPITRE 6: Conclusion et observations finales



Jos Delbeke

Directeur général du département Action Climat de la commission européenne

Bâtir une économie basée sur de faibles émissions de carbone est un des grands défis de notre temps, mais aussi l'une de ses grandes opportunités. L'Union européenne est impliquée dans la transition vers une économie bas carbone, et nous visons à la réaliser de la manière la plus rentable possible.

Nous avons franchi une étape importante avec nos objectifs sur le climat et l'énergie pour 2020, pour lesquels nous sommes en bonne voie. Les projections actuelles indiquent que nous allons dépasser l'objectif initial de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % inférieurs par rapport à ceux de 1990 d'ici 2020.

Bâtir une économie globale basée sur de faibles émissions de carbone est impératif pour atteindre l'objectif convenu au plan international de **maintenir le réchauffement climatique global sous les 2° C**, et ainsi éviter les conséquences les plus graves du changement climatique. C'est pourquoi, dans le cadre des efforts nécessaires demandés aux pays développés, l'Union Européenne (UE) s'est engagée à réduire à long terme ses émissions de carbone de 80-95 % sous les niveaux de 1990 d'ici 2050.

Mais la 'décarbonisation' de notre système énergétique est aussi une nécessité économique pour l'UE. Nous dépensons actuellement plus d'un milliard d'euros chaque jour en combustibles fossiles importés, parfois de pays soumis à l'instabilité politique, comme les événements récents nous l'ont montré.

En saisissant l'occasion de développer nos propres sources d'énergies renouvelables et d'améliorer notre efficacité énergétique, nous pouvons non seulement réduire cette dépendance coûteuse, mais aussi dynamiser notre économie au travers de l'innovation dans les nouvelles technologies, créer des emplois et rendre l'Europe plus compétitive. La 'Feuille de route vers une économie compétitive à faibles intensité de carbone à l'horizon 2050' de la Commission européenne précise comment nous pouvons atteindre notre objectif pour 2050 de manière plus rentable.

2020 approchant à grands pas, 2030 est la prochaine étape importante sur la voie d'une économie à faible émission de carbone. La Commission propose que d'ici 2030, l'Union européenne réduise ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % sous le niveau de 1990. Cet objectif est ambitieux, mais réalisable. Nous proposons également la création d'une réserve de stabilité de marché, afin de rendre le Système Communautaire d'Échange de Quotas d'Émissions de l'Union européenne (SEQUE-UE) plus robuste et plus efficace, en pilotant l'innovation en matière de réductions d'émissions de carbone.

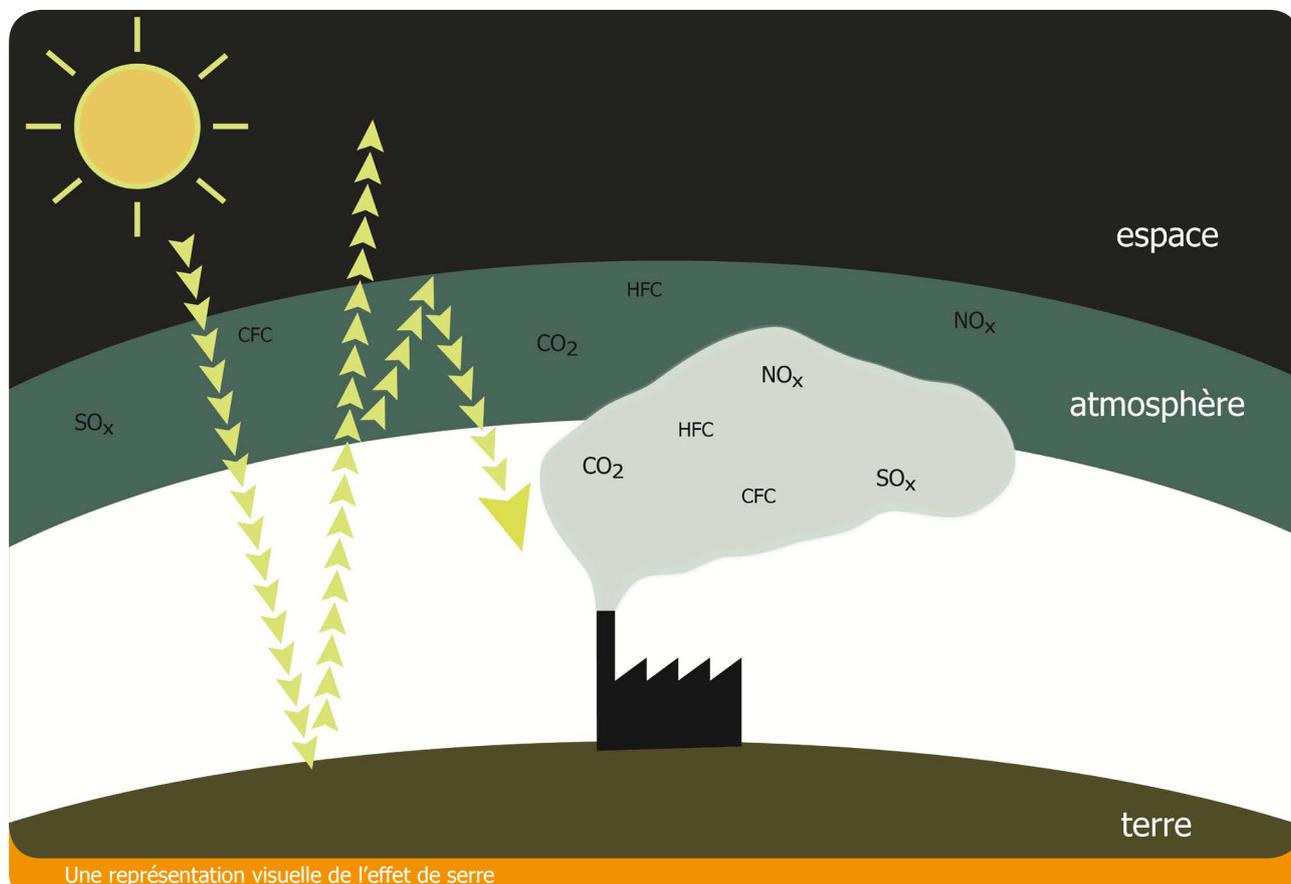
Dans la période de transition vers une économie à faible émission de carbone, **nous pouvons tous apprendre des succès et des échecs de chacun.** Des clusters de différents projets, comme SAFE-ICE, impliquant les entreprises et les communautés de différents pays, peuvent être un outil très efficace pour développer les approches et les pratiques les plus rentables.

Jos Delbeke

Introduction

Le climat, le modèle météorologique d'une région particulière, évolue lentement au fil du temps. Il nous suffit de songer à l'âge de glace pour réaliser que notre climat est moins stable qu'il n'y paraît. Cependant, de nos jours, notre climat semble changer plus vite qu'il ne l'avait jamais fait auparavant...

Au cours des dernières décennies, les conditions météorologiques extrêmes, telles que les inondations, les fortes tempêtes ou les périodes de sécheresse persistantes sont apparues plus régulièrement. La combinaison de la hausse des températures globales moyennes, de la fonte des glaces polaires et de la fréquence croissante de conditions météorologiques, a conduit les climatologues à penser que notre monde se réchauffait. La moitié des plus récents réchauffements climatiques est due à une augmentation de la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère (HOUGHTON et al., 2001). Les gaz à effet de serre sont des gaz présents dans l'atmosphère qui absorbent les radiations infrarouges et piègent la chaleur dans celle-ci dans un processus similaire à celui qui se déroule dans une serre. Ces types de gaz – parmi lesquels on trouve le dioxyde de carbone (CO_2) et le méthane (CH_4) – laissent entrer l'énergie solaire, mais font en sorte d'éviter que la plus grande partie de la chaleur ne s'échappe. Comme les activités humaines libèrent de grandes



quantités supplémentaires de gaz à effet de serre, comme le CO₂, dans l'atmosphère, l'effet de serre est intensifié et, par conséquent, la température sur Terre augmente lentement.

Les conséquences tangibles du changement climatique, comme l'augmentation de la température, les modifications dans la variabilité du climat et l'élévation substantielle du niveau de la mer ou de la moyenne des précipitations, vont de pair avec l'industrialisation et avec nos demandes croissantes d'énergie. Depuis la Révolution industrielle (dont on situe généralement le début vers 1750), la concentration atmosphérique de CO₂ a augmenté d'environ 40 % (BLASING, sans date). Aujourd'hui, la part la plus importante de notre énergie est encore tirée du charbon ou du pétrole. Comme ces combustibles fossiles contribuent à l'augmentation des concentrations atmosphériques en CO₂, la diminution de l'utilisation de ces ressources énergétiques est plus que nécessaire pour éviter les effets les plus néfastes du changement climatique. Nous devons évoluer vers des systèmes énergétiques neutres en carbone et des solutions durables qui ne vont pas à l'encontre des besoins des générations futures. En apprenant à gérer de manière responsable nos ressources naturelles, et en concentrant notre attention sur l'innovation, non seulement nous réduirons notre consommation de ressources riches en carbone, mais nous protégerons également notre environnement et nous réduirons nos futurs coûts. **Par conséquent, le changement climatique ne représente pas seulement une menace, mais ouvre aussi la porte à de nouvelles opportunités.**

Les 20 partenaires regroupés au sein du cluster SAFE-ICE mettent en commun leur expertise et leur expérience acquises au travers de dix projets Interreg IV A 2 Mers (Interreg IV A 2 Mers, sans date) et de travaux connexes afin de partager les connaissances qui permettent une meilleure gestion des ressources, des innovations pour réduire nos émissions de carbone et une plus grande prise de conscience du changement climatique au sein de la communauté des entreprises européennes.

Cette publication donne un aperçu des résultats de la première phase du cluster SAFE-ICE. Dans le premier chapitre, SAFE-ICE est illustré au travers du contexte politique et du marché européen d'une économie à faible émission de carbone et de la recherche du sens propre des termes 'économie à faible émission de carbone'. Le deuxième chapitre explique le but et les objectifs du cluster SAFE-ICE et présente les projets Interreg IVA 2 Mers qui se trouvent derrière SAFE-ICE. Le troisième chapitre donne une synthèse des résultats du cluster SAFE-ICE. Les bonnes pratiques démontrent comment les émissions de carbone peuvent être réduites individuellement au niveau des entreprises et des bâtiments, des relations B2B et des parcs d'activités. Les initiatives dans les différents pays qui soutiennent la chaîne de l'offre et de la demande de l'économie bas carbone sont comparées dans le quatrième chapitre. Les possibilités futures sont explorées dans le dernier chapitre.



Lancement du cluster SAFE-ICE, Hastings, Royaume-Uni, octobre 2013

Le cluster SAFE-ICE réunit 20 partenaires provenant des régions côtières de la Manche et de la mer du Nord, de France, d'Angleterre, de Belgique et des Pays-Bas. Le mélange de partenaires souligne l'approche en « triple hélice » du groupe pour explorer les questions clés à partir de points de vue multiples avec les universités, les pouvoirs publics et les organisations privées, tous étant représentés. Le travail du cluster SAFE-ICE se situe dans un contexte de politiques et de stratégies européennes diverses et d'un marché en évolution. Dans ce chapitre, nous examinerons le contexte politique et le marché d'une économie bas carbone en Europe et nous parlerons des différentes significations d'une économie à faible émission de carbone.

Le contexte politique d'une économie à faible émission de carbone en Europe

Les conséquences des changements climatiques ne se limitent pas à des pays lointains, mais affectent aussi l'Europe. Certaines régions européennes sont plus vulnérables au

changement climatique que d'autres. L'Europe du Sud et les régions méditerranéennes sont plus susceptibles d'être confrontées à la chaleur et à la sécheresse, tandis que les Alpes et l'extrême nord de l'Europe souffriront de la fonte rapide de la neige et de la glace. Les zones côtières, les deltas et les plaines inondables devront faire face à l'élévation du niveau de la mer et aux possibles inondations. Toutes les zones seront touchées par des épisodes météorologiques extrêmes plus

intenses et plus fréquents, tels que des vagues de chaleur, des inondations soudaines et des vents violents. Dans un effort pour essayer de ralentir les effets du changement climatique, les dirigeants de l'Union européenne se sont engagés à transformer l'Europe en une économie à faible émission de carbone, économe de ses ressources. Le Parlement européen a convenu qu'au moins 20 % du budget total de l'Union européenne pour 2014-2020 seront consacrés à

des projets et à des politiques relatifs au climat. Cela triple la part actuelle et pourrait entraîner jusqu'à 180 milliards d'euros de dépenses relatives au climat dans tous les grands domaines d'action de l'Union européenne dans les sept prochaines années (Commission européenne, 2014 b).

Le climat et l'énergie sont des thèmes majeurs de 'Europe 2020', la stratégie européenne de croissance à 10 ans, qui définit un nouveau type de croissance pour l'Europe, une croissance intelligente, durable et inclusive. Il existe des objectifs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport au niveau de 1990 (afin de garder le changement climatique sous les 2 °C), pour augmenter la part d'énergies renouvelables à 20 % et pour accroître l'efficacité énergétique de 20 %. Pour finaliser ces objectifs, la Commission a recommandé des actions qui sont détaillées dans la feuille de route sur l'économie à faible émission de carbone 2050 (mars

2011) et dans la Feuille de route pour une Europe utilisant efficacement les ressources (septembre 2011). Ces communications font partie des nombreuses politiques mises en place par l'Union européenne afin d'éviter un changement climatique dangereux et s'inscrivent dans le cadre du Programme européen sur le changement climatique (PECC). En parallèle, la Commission européenne et certains États Membres ont développé des stratégies d'adaptation pour aider à renforcer les capacités de l'Europe face aux inévitables impacts du changement climatique.

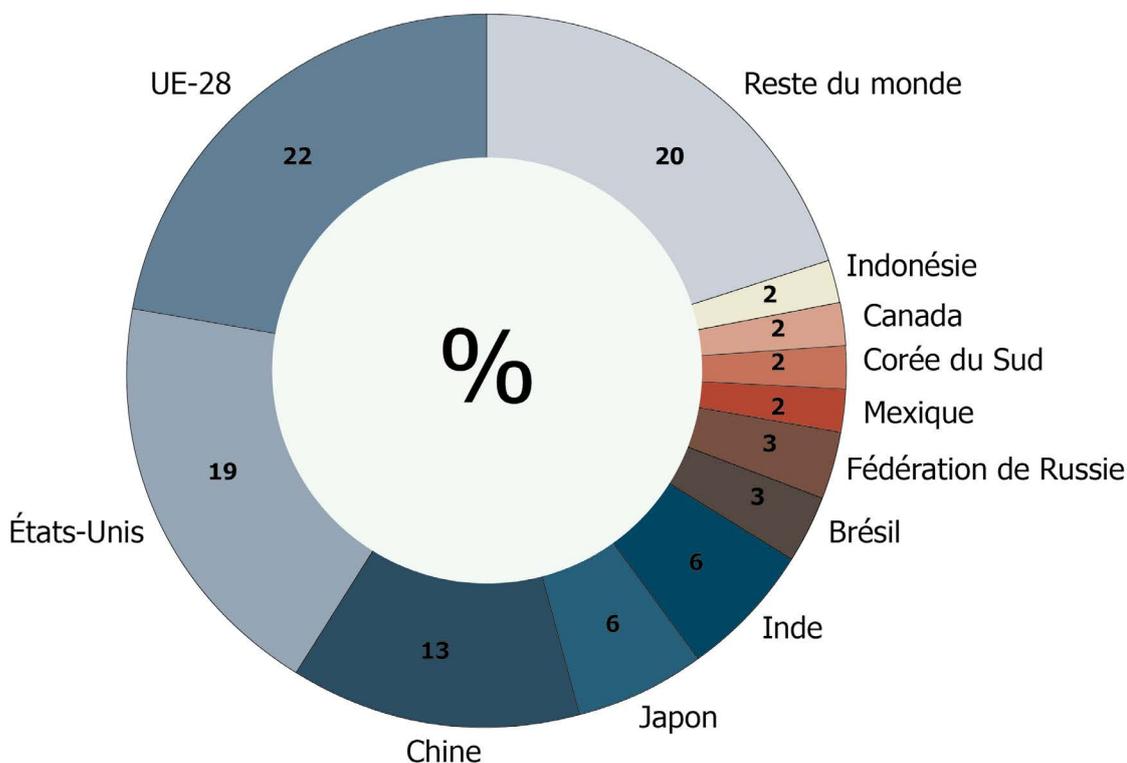
Le contexte du marché bas carbone en Europe

Le marché global des biens et services environnementaux (MGBSE) vaut environ 4 milliards d'euros par an et devrait croître de plus de 4 % par an

jusqu'à atteindre 5 milliards d'euros d'ici 2015 (The Green Growth Group, n.d.). L'Union européenne compte pour 22 % de ce marché, comme illustré ci-dessous, employant 7,8 millions d'Européens.

Les quatre États Membres (Royaume-Uni, France, Belgique et les Pays-Bas) du partenariat SAFE-ICE font partie des 50 pays les plus importants qui contribuent à la valeur globale totale des ventes du MGBSE. Ces quatre pays représentent 8 % de la valeur globale totale. Chaque pays a constaté une croissance dans le secteur entre 2010-2011 et 2011-2012.

Dans de nombreux pays, le MGBSE est considéré comme un secteur prioritaire. Cela est vrai pour le Royaume-Uni, où le gouvernement a été l'un des premiers États membres à introduire une législation qui fixe des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le Climate Change Act 2008. À la suite de cela, le Plan carbone a été rédigé en détaillant la manière



Part des ventes globales (%) du secteur MGBSE

dont le Royaume-Uni atteindra ces objectifs, tout en maintenant la sécurité énergétique et en maîtrisant les coûts pour les consommateurs. Le point de vue des autres États membres est moins bien défini. Cependant, le gouvernement de la Région flamande, par exemple, insiste beaucoup sur les nouveaux produits et services innovants pouvant potentiellement réduire l'impact sur l'environnement. En outre, le gouvernement français a adopté la loi POPE en août 2005. Cette loi vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre en France par 4 d'ici 2050, par rapport à 1990.

culturellement et politiquement dans le cluster. Les commentaires des experts sectoriaux participant au cluster a mis en évidence des différences surprenantes.

Bien que les termes 'faibles émissions de carbone' soient les termes descriptifs de la plupart des politiques de l'Union européenne, de nombreuses entreprises ont trouvé une autre terminologie, comme Cleantech ou 'croissance verte', afin d'avoir une résonance plus positive et plus dynamique.

Qu'implique une économie à faible émission de carbone

Les termes 'économie à faible émission de carbone'

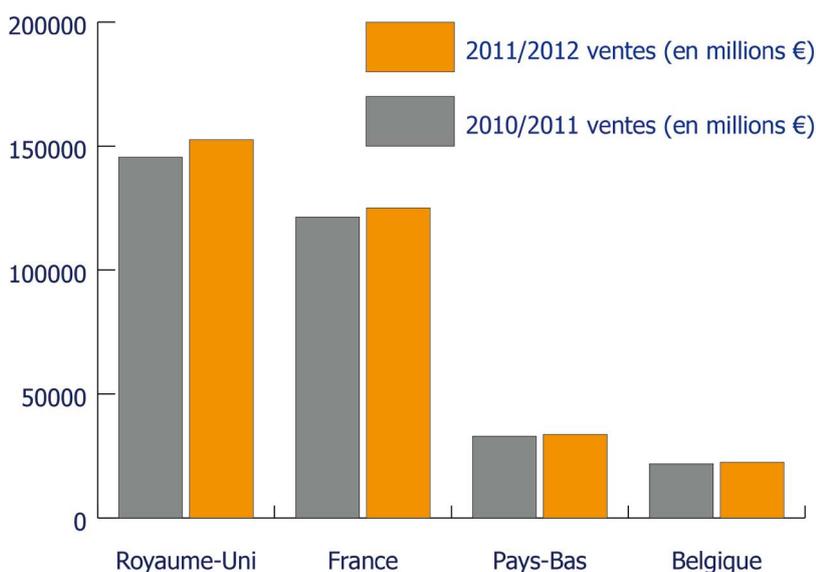
La définition des termes 'économie à faible émission de carbone' varie

BELGIQUE 'Faible émission de carbone' n'est pas une expression familière pour la plupart des entreprises. Les termes 'empreinte carbone neutre' ou 'Économie verte' sont préférés. L'énergie durable s'inscrit aussi dans le contexte plus large d'économie verte.

ROYAUME-UNI Le marché de faible émission de carbone vu d'une perspective industrielle comprend les entreprises qui possèdent des produits/services verts ou qui fonctionnent d'une manière écologiquement rationnelle. Toutefois, le gouvernement anglais fait une distinction entre les entreprises qui fournissent des biens et des services à faible émission de carbone (secteur MGBSE) et celles qui demandent ces services en utilisant davantage de pratiques industrielles économes en ressources. Fondamentalement, l'économie à faible émission de carbone est vue comme un domaine de croissance.

FRANCE La terminologie préférée en France est 'économie verte', avec un usage croissant des termes 'économie circulaire' et 'économie bleue'. Tous ces termes viennent en complément de ceux de 'faible émission de carbone' et se rapportent à une économie qui fait face au défi du changement climatique en promouvant de nouveaux comportements et l'innovation en matière d'utilisation efficace des ressources.

PAYS-BAS 'Économie verte' est la formule la plus utilisée aux Pays-Bas.



Valeur du MGBSE en millions d'euros pour 4 États membres de l'UE

Utilisation efficace des ressources

L'utilisation efficace des ressources ne doit pas être écartée de la réflexion sur les faibles émissions de carbone. C'est un domaine que les entreprises ont déjà intégré, qui peut à la fois rationaliser les processus industriels et leur faire faire des économies tout en contribuant aux objectifs européens sur les mesures efficaces. Cette réflexion est déjà largement intégrée et comprise et entraîne un accroissement de la demande de biens et de services à faibles émissions de carbone. Malgré les changements encourageants que nous observons déjà dans l'attitude et la sensibilisation des consommateurs, il y a des facteurs complexes qui les empêchent de se traduire en changements substantiels dans le choix des acquisitions, en particulier au niveau du consommateur individuel. Les principales questions tournent autour de l'information et du prix. Relier les pratiques industrielles utilisant efficacement les ressources avec les termes plus larges de 'faibles émissions de carbone' est plus susceptible de trouver un écho auprès des entreprises.

Une définition de SAFE-ICE pour les entreprises – L'économie à faibles émissions de carbone

L'économie à faibles émissions de carbone est un système économique composé d'acheteurs et de vendeurs qui placent l'environnement et leur souci de réduire leur émission de carbone au cœur de leur entreprise au travers de considérations telles que l'utilisation efficace des ressources lorsqu'ils proposent ou achètent des biens et des services.

Une économie à faible émission de carbone devient réalité lorsque les entreprises garantissent qu'elles réduisent au maximum leurs émissions de gaz à effet de serre en utilisant efficacement les ressources et des biens et services n'ayant qu'un impact minimal sur l'environnement. C'est une économie dans laquelle d'une part les vendeurs proposent des biens et des services avec un impact réduit sur l'environnement, et les produisent sans contribuer au changement climatique, et dans laquelle d'autre part, les acheteurs demandent des produits qui amélioreront leurs performances environnementales.



JADDE bourse, en partie financé par ECOMIND ©Ecomind

CHAPITRE 2

SAFE-ICE

Vers une économie à faible émission de carbone en partant d'un point de vue industriel

Dans le cluster SAFE-ICE, les connaissances acquises à partir de différents projets Interreg IVA 2 Mers sont mises en commun.

Dans ce chapitre, les acronymes sont expliqués et commentés.

Les acronymes

S SISCO
A ACE
F FUSION
E ECOMIND
I INSPIRERS
of
C Carbon
E Efficiency

Le nom du cluster, SAFE-ICE, reprend l'initiale des cinq grands projets Interreg IV 2 Mers sur lesquels SAFE-ICE est basé. Dans chacun de ces projets, des alternatives à l'économie basée sur le carbone ont été cherchées à

différents niveaux, allant des entreprises individuelles, des relations B2B et des parcs d'activités jusqu'aux conditions du marché et aux politiques gouvernementales.

Les projets derrière SAFE-ICE

Le projet **SISCO** vise à influencer la politique en réunissant les personnes impliquées dans les processus de planification pour échanger connaissances sur la construction durable et en créant des centres d'excellence transnationaux.

ACE (Answers to the Carbon Economy - Réponses à une économie basée sur le carbone) cherche des solutions de rechange pratiques et économiques à l'économie basée sur le carbone à trois niveaux : les entreprises individuelles et les bâtiments, les relations B2B et les parcs d'activités.

Dans le projet **FUSION**, une gamme de services et d'outils de soutien aux entreprises est identifiée, testée et mise en place dans plus de 250 petites et moyennes entreprises actives dans l'économie à faible émission

de carbone (c'est-à-dire les sociétés éco-innovantes et les sociétés éco-responsables).

Tout comme FUSION, **ECO-MIND** met l'accent sur les petites et moyennes entreprises. ECOMIND aide ces entreprises à traduire leurs idées éco-innovantes en produits et activités commercialement viables, et pour introduire le concept de durabilité dans le développement du produit.

INSPIRER ne met pas l'accent sur les entreprises, mais sur les individus. Par le biais de nouveaux espaces verts, d'aires de loisirs, de mesures destinées à renforcer la sécurité et à favoriser la biodiversité, la qualité de vie est améliorée. Le projet encourage aussi les gens à réduire leur consommation d'énergie en mettant l'accent sur la rénova-

tion durable de logements d'habitation et sur la construction de maisons passives.

Dans le cluster SAFE-ICE, les connaissances et l'expertise de ces 5 projets sont complétées par 5 autres projets Interreg.

ECOFAB, un projet d'éco-construction et de développement durable

Future Cities, un projet qui aide les réseaux urbains à faire face au changement climatique

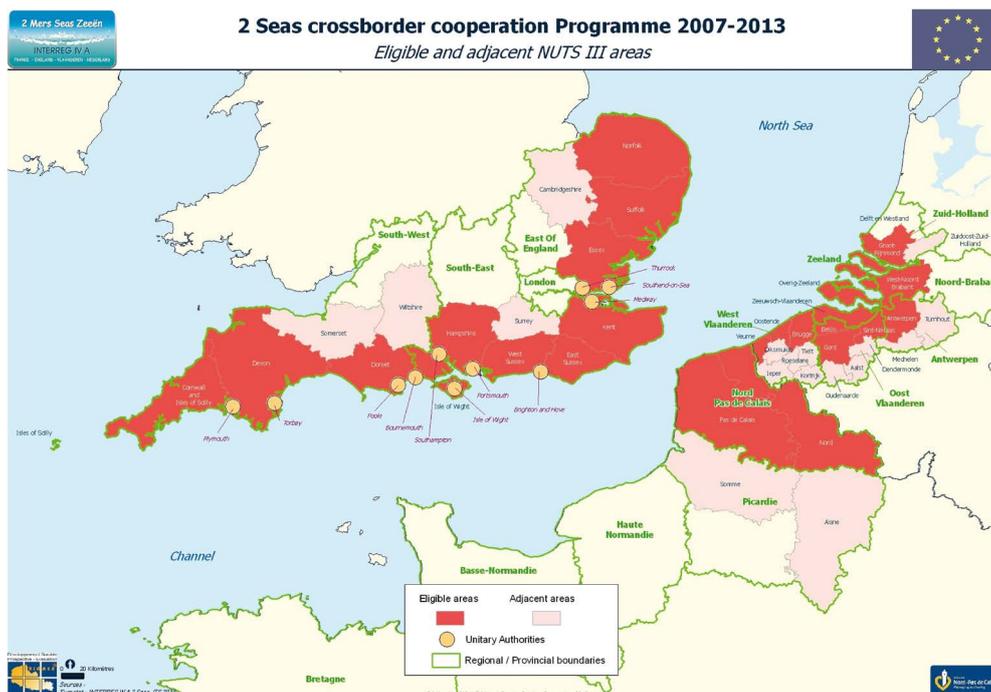
Eco2Profit, un projet visant à réduire les émissions de carbone et à accroître l'utilisation d'énergie durable dans les parcs d'entreprises.

Ace for Energy, un projet qui fait la promotion des énergies renouvelables

Answer, un projet qui met l'accent sur l'efficacité énergétique

SAFE-ICE combine les résultats et les leçons tirés de ces 10 projets Interreg, et développe une compréhension commune de ce que représente l'économie bas carbone.

Le cluster SAFE-ICE identifie ce qui est nécessaire pour promouvoir la transition vers une économie utilisant les ressources de manière efficace et à faible émission de carbone d'un point de vue industriel dans les régions de la Manche et de la mer du Nord (programme dit des '2 Mers').



Carte illustrant les zones éligibles (en rouge) et adjacentes (en rose) du programme des 2 Mers ©2 Seas INTERREG IV A Joint Technical Secretariat

CHAPITRE 3

Résultats de SAFE-ICE



Le moulin à vent Nolet dans Schiedam, Pays-Bas ©la commune de Schiedam

Pour combiner les résultats et les leçons tirés des 10 projets Interreg sur lesquels SAFE-ICE était basé, plusieurs groupes de travail ont été créés. Chacun de ces groupes a échangé sur des bonnes pratiques et a identifié les obstacles et opportunités rencontrés avec les entreprises individuelles et les bâtiments, les relations B2B et les parcs d'activités.

Ce chapitre montre comment les entreprises peuvent optimiser leur utilisation d'énergie au sein de leurs propres locaux et dans leurs processus, comment les relations B2B peuvent améliorer la réduction des émissions de carbone, et comment des mises en œuvre particulières au niveau d'un parc d'activités aide à réduire la consommation d'énergie. Les bonnes pratiques en matière de recherche, d'innovation et de soutien aux entreprises sont mises en évidence, tandis que les défis de l'avenir sont explorés.

Synthèse des entreprises et des bâtiments

Introduction

Les patrons de petites et moyennes entreprises (PME) et de grandes entreprises joueront un rôle important dans la réalisation des objectifs européens en matière de climat et de

réduction des émissions de carbone. Les entreprises utilisent l'énergie pour les bâtiments, l'éclairage, le chauffage, la transformation des matériaux et la production. De plus, le transport des employés, des matières premières et des produits finis consomme des quantités considérables d'énergie. Les entreprises peuvent cependant réduire leur impact sur l'environnement en mettant en œuvre des mesures qui soutiennent l'efficacité en matière de carbone. Le défi consiste à trouver

des mesures qui accroissent en même temps la rentabilité des entreprises.

Outre les entreprises individuelles, les bâtiments qui accueillent ces entreprises ou qui abritent ces personnes peuvent jouer un rôle essentiel dans la réduction de nos émissions de carbone.

La transition vers une économie à faible émission de carbone ne se fera pas du jour au lendemain. Les partenaires de SAFE-ICE ont remarqué une augmentation graduelle du nombre de

sociétés ayant adopté des manières de travailler plus efficaces d'un point de vue énergétique. Cette évolution vers une économie à faible émission de carbone nécessite non seulement un changement de comportement, mais aussi des investissements privés, des idées créatives, de l'innovation et de la coopération entre organismes gouvernementaux et privés et ainsi qu'avec le public.

Une série de mesures peuvent être mises en œuvre, allant des réglementations spécifiques et des mesures financières jusqu'à la fourniture d'informations et de conseils. Cet ensemble de mesures est nécessaire pour créer un environnement qui permet le développement d'une efficacité en matière de carbone pour pouvoir aller de l'avant.

Pour faire face aux défis rencontrés, les organisations de soutien aux entreprises et les organismes gouvernementaux souhaitant stimuler les entreprises à réduire leur consommation d'énergie. Cette section développe ces différents soutiens et apporte certains commentaires sur l'utilisation des ressources par les entreprises. En outre, la construction de bâtiments à basse consommation d'énergie est examinée avec le développement des outils permettant de soutenir l'efficacité énergétique des entreprises et des bâtiments.

Bonnes pratiques

Réglementation

Les législations qui ont été mises en œuvre dans les pays partenaires afin de promouvoir une économie à faible émission de carbone sont différentes dans chaque pays. Une évaluation approfondie semble n'avoir qu'un impact relativement limité au niveau des petites entreprises. Le thème

commun à toutes ces législations mises en œuvre se situe au niveau de l'efficacité énergétique. Une partie de ces législations se concentrent directement sur les économies d'énergie des bâtiments ou sur l'amélioration des processus industriels. Des exemples peuvent être trouvés dans les modèles obligatoires de gestion environnementale, qui comprennent les possibilités d'économies d'énergie, c'est-à-dire l'obligation de construire avec un bon coefficient de performances énergétiques ou la mise en place de 'meilleures techniques disponibles' par le biais de la directive européenne sur les émissions industrielles. D'autres législations peuvent nécessiter des améliorations indirectes de l'utilisation de l'énergie. La réglementation des produits (éco-conception ou éco-étiquetage) exige des critères de consommation d'énergie et d'utilisation efficace des ressources pour que le label puisse être accordé.

CAS PRATIQUE Royaume-Uni Étapes vers une gestion de l'environnement

Projet cofinancé par le Fonds européen de développement régional (FEDER), Programme opérationnel pour le sud-est de l'Angleterre 2007-2013 et le Kent County Council par le biais du projet 'Low Carbon Futures' (Un avenir à faibles émissions de carbone)

Le Kent County Council a développé le programme 'Steps To Environmental Management' (STEM) (Étapes vers une gestion de l'environnement), lancé en 2011. Ce guide explique étape par étape comment mettre en place un système de gestion environnementale au sein des entreprises ou des or-

ganisations. Le modèle a trois niveaux : bleu, argent et or, 'or' étant le niveau le plus ambitieux. STEM a été introduit dans de petites et moyennes entreprises (c'est-à-dire des entreprises comptant 250 travailleurs ou moins) dans des ateliers tenus dans le Kent. Le Kent County Council a travaillé avec 11 autorités publiques locales et des grandes organisations pour organiser des ateliers STEM avec leurs fournisseurs, en les aidant à rendre leur chaîne d'approvisionnement plus écologique et à partager les bénéfices d'une gestion environnementale améliorée, comme des coûts opérationnels réduits, une réputation améliorée, la mise en conformité d'un point de vue légal et les possibilités de faire de nouvelles affaires. Les entreprises ayant exploité un système de gestion environnementale utilisant STEM économisent, en moyenne, 2503 euro par an, en réduisant leurs émissions annuelles de carbone de 3,9 tonnes.



CAS PRATIQUE Pays-Bas Les autorités publiques régionales réglementent les investissements d'efficacité énergétique

Projet SISCO
En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

DCMR, l'agence de protection environnementale des autorités publiques locales et régionales de la région de Rijnmond, a mis en place une réglementation obligeant les entreprises à réaliser des investissements dans l'efficacité énergétique avec un temps de retour sur investissement de cinq ans. DCMR prodigue des conseils à toutes les entreprises de la zone qui, à leur tour doivent élaborer un plan d'efficacité énergétique et doivent estimer le budget nécessaire pour un tel investissement. L'obligation d'investir incite d'autres entreprises à offrir leurs services en tant que société de services énergétiques ou à présenter leurs mesures d'efficacité énergétique.

Mesures financières

Les autorités publiques peuvent choisir de soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone avec des mesures financières. Certaines de ces mesures ont des perspectives à long terme, tandis que d'autres possèdent un impact direct. Il est prouvé que de petites subventions dans les investissements dans l'efficacité en matière d'émissions de carbone entraînent un investissement de la part des entreprises d'au moins trois fois supérieur aux subventions de départ. Les autorités publiques peuvent également opter pour des aides en nature. Au lieu d'argent liquide ou de chèques, on peut imaginer, par exemple, de permettre aux entreprises de se soumettre à un bilan carbone ou de faire appel à des experts en la matière.

CAS PRATIQUE Royaume-Uni BSK-CiC accorde des subventions à l'énergie pour l'efficacité énergétique

Projet Energy Grant500
Cofinancé par l'Agence de développement du sud-est de l'Angleterre et le Fonds européen de développement régional (FEDER)

Le projet Energy Grant 500 (EG500) pousse activement les petites entreprises à la réduction des émissions de CO₂. Grâce à ces mesures, BSK-CiC a voulu stimuler la croissance du marché local et l'expertise du fournisseur régional. Le projet encourage les PME à améliorer la compréhension de leur consommation d'énergie en étudiant leurs factures et en réfléchissant par elles-mêmes pour trouver des mesures simples et gratuites de réduire leur consommation d'énergie et leurs émissions de CO₂, y compris le soutien au changement du comportement. De petites subventions de 600 euros ont stimulé la participation des PME tout en leur permettant de réaliser des améliorations en matière d'efficacité énergétique. Les aides étaient disponibles pour une série de mesures convenues à l'avance. En questionnant ultérieurement les entreprises, 91,8 % d'entre elles ont confirmé que sans le programme Energy Grant, elles n'auraient pas pris de mesures en matière d'efficacité énergétique. Cela démontre bien que le projet a stimulé fournisseurs et PME à réduire leurs émissions de carbone et les a conduit à une meilleure compréhension de besoins des PME en matière de biens et de services à fai-

bles émissions de carbone.

CAS PRATIQUE Belgique Accompagnement de nouvelles sociétés à Gand

Projet ACE
En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

Les réglementations actuelles en matière de performances énergétiques ne couvrent qu'un très petit pourcentage (0,3 %) de la consommation totale d'énergie. Il n'y a pas d'obligations de ce type pour les bâtiments, comme les bureaux, les salles d'exposition et les laboratoires. À Gand, une 'Voie d'accompagnement' (audit énergétique, suivi et conseils sur les mesures énergétiques) a été créée pour tout nouveau bâtiment. La condition d'une 'voie d'accompagnement' était obligatoire, en tant que part intégrante du processus de développement, et le prix de celle-ci était compris dans le prix d'achat du terrain. L'objectif de ce projet était de couvrir l'utilisation totale d'énergie des entreprises et d'identifier les meilleures solutions pour réduire la (les frais de) consommation énergétique. La ville de Gand a accordé une aide financière pour la mise en œuvre de ces mesures qui mettent l'accent sur le chauffage à basse température et une meilleure isolation. Le conseil en énergie devait vérifier si les mesures durables avaient été réalisées avant de verser l'aide promise. La ville de Gand prévoit que cette approche entraînera une réduction des frais d'énergie jusqu'à 20 % sur chaque nouvelle construction.

Informations et conseils aux entreprises

Comment atteindre les PME dont l'activité principale n'est pas l'énergie? Un grand nombre d'outils et un financement substantiel sont disponibles, mais comment les autorités publiques peuvent-elles faire passer le message? Bien que les autorités publiques puissent soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone en fournissant des informations, des conseils sur les aides financières existantes ou un service de conseil, cela ne mène pas automatiquement à des mises en œuvre concrètes. Le résultat se limite souvent à un avantage, une coopération ou à des améliorations. Les autorités publiques doivent jouer le rôle d'ambassadeurs plutôt que d'inspecteurs.

CAS PRATIQUE Belgique

Conditions de vente et suivi en Région flamande

Projet ACE

En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

L'association intercommunale de Flandre-Occidentale wvi fournit un suivi énergétique gratuit aux entreprises situées dans les parcs d'activités à faible émission de carbone. L'entrepreneur et son architecte rencontrent wvi pour discuter des premiers plans de construction et des installations techniques. wvi prodigue des conseils sur les réglementations énergétiques et sur les mesures potentielles pour réduire la demande d'énergie ou pour optimiser l'utilisation d'énergie. Les solutions d'investissement dans les énergies renouvelables sont discutées, et wvi donne des informations sur les subventions disponibles au soutien de ces investissements. wvi veille à ce que les conditions de vente stipulent une consommation d'électricité 'intelligente', elles peuvent la produire elles-mêmes ou acheter des crédits de carbone dans le système d'échanges d'émissions pour compenser leur consommation électrique.

CAS PRATIQUE Pays-Bas

Un groupe d'architectes à Schiedam pour des bâtiments plus durables

Projet SISCo

En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

À Schiedam, s'est constitué un groupe d'architectes qualifiés pour appuyer la construction ou la rénovation durable. Les architectes jouent un rôle important en tant qu'intermédiaires ayant les connaissances du métier. Ils prodiguent des conseils sur les impacts positifs potentiels en matière de développement durable des investissements prévus. L'entrepreneur est informé en temps utile pendant la rénovation ou la construction, des différentes options d'investissements en efficacité énergétique possibles et de leurs avantages potentiels. Tous les entrepreneurs situés dans des zones industrielles pilotes sont invités à utiliser gratuitement ce groupe d'architectes et à discuter avec eux des meilleures options d'investissement, parfois créatives. Un vieux moulin à vent hollandais a été utilisé comme éolienne pour produire de l'énergie renouvelable pour des installations de production, en tirant avantage de sa position sur le marché international.

CAS PRATIQUE France

Changement de méthode de travail pour le secteur du bâtiment

Projet INSPIRER

En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers



Le moulin Nolet, Schiedam, Pays-Bas ©Hans, fotovlieger.nl

Habitat du Littoral essaye de susciter un changement de comportement dans les entreprises du bâtiment. En partenariat avec les futurs ingénieurs de l'École des Mines de Douai, qui ont apporté leurs connaissances techniques, HL a créé un guide à destination des sociétés de construction intervenant sur son chantier des techniques de construction spécifiques aux maisons passives. Le contenu du guide met l'accent sur des sujets comme le travail en commun, les nouveaux comportements et les nouvelles techniques, les normes des maisons passives et le test d'étanchéité à l'air. L'entrepreneur principal a informé et supervisé les différents sous-traitants. Le changement de comportement fut difficile à se produire et n'intervint pas du jour au lendemain (INSPIRER, 2014).

Informations et conseils aux locataires

CAS PRATIQUE France Développement des maisons passives

Projet INSPIRER

En partie financé par le programme
Interreg IVA 2 Mers

Habitat du Littoral, une association de logement social, fait construire 10 maisons passives à Boulogne-sur-Mer. Ils utilisent cette méthode de construction, qui est plus chère que celle pour l'habitat traditionnel, non seulement pour fournir des maisons à faible consommation d'énergie (15 kWh/m² par an), mais aussi pour soutenir l'apprentissage à ces techniques aux constructeurs et aux résidents. Les locataires auront accès à des informations en ligne à propos de l'utilisation et auront la possibilité de discuter avec des ambassadeurs en énergie ou des techniciens. Il a été difficile d'engager les constructeurs sur la voie du changement de comporte-

ment, mais le fait de travailler avec des étudiants et de développer une campagne d'information s'est avéré bénéfique (INSPIRER, 2014).

Outils pour le soutien aux entreprises

Tous les partenaires SAFE-ICE ont éprouvé des difficultés à persuader les sociétés de prendre des mesures. La collaboration entre les entreprises et les organismes publics doit encore être développée. L'utilisation d'outils peut aider à discuter des mesures d'économies d'énergie potentielles avec les PME. Des études de cas pratiques démontrent le parcours et l'impact des mesures d'économies d'énergie. Certains outils sont développés exclusivement pour les PME, alors que d'autres outils peuvent aussi être utilisés par de plus grosses industries. La plupart des partenaires SAFE-ICE veulent attirer de nouvelles industries dans des parcs existants. Certains outils soutiennent la prise de décision dans la gestion de l'entreprise. Ces outils clarifient l'effet d'une mesure



Maisons passives ©HL

type de mesure	description
Financière	Crédit-bail vert. Obligations en matière d'énergie et impact pour les propriétaires et locataires au point de vue des ressources (Jones Lang LaSalle, 2012).
Financière	Achats écologiques. Des organisations gouvernementales achètent des produits ayant un impact minimum sur l'environnement (European Commission, 2014 b).
Financière	Chèques bilan. Petites subventions pour faire un bilan carbone ou énergétique.
Financière	Subventions énergétiques. Petites aides pour des investissements dans l'économie à faible émission de carbone, par exemple l'éclairage LED (BSK-CiC, n.d. a).
Financière	Groupe d'architectes. Les architectes peuvent être consultés à prix réduit pour des conseils en matière de nouvelles constructions ou de rénovations (Schiedam, 2014).
Financière	Soutien aux fonds européens. Un bureau d'aide aux subventions pour trouver et utiliser les fonds européens.
Financière	Emprunts directs. Un fonds de roulement est mis en place pour des emprunts spécifiques en matière d'énergie ou d'utilisation efficiente des ressources.
Communication	Concours d'économies d'énergie. Deux personnes ou organisations au minimum participent à des mesures d'économies d'énergie. Celui ou celle ayant le plus réduit ses émissions de CO2 gagne et reçoit une attention supplémentaire de la part des médias (Energiestrijd, n.d.).
Communication	Accès à l'information. Des sites internet avec des informations de différentes sources sont accessibles via un site plate-forme. Dans le projet SISCO, par exemple, un répertoire de fournisseurs a été créé (the Environment Centre, 2014).
Communication	Manuels commerciaux. Des projets rendent accessibles des cas pratiques. ACE, par exemple, produit des études de cas pratiques sur l'économie à faible émission de carbone (Power-Link, 2011).
Communication	Brochures d'information. Les informations sont rendues accessibles dans des formats faciles à lire. Des contenus sur le 'trias energetica' (stratégie en trois étapes), la hiérarchie des déchets, les principes de conception.
Communication	Services à faibles émissions de carbone. Informations sur les services et les demandes de conseil, par exemple sur les sociétés de services énergétiques, les bilans carbone/énergétiques, la construction efficiente au point de vue énergétique, etc.
Outils	STEM. Steps to environmental management (Étapes vers une gestion de l'environnement) (Kent County Council, 2014)
Outils	EMS. Guidance pour des systèmes de gestion de l'environnement (Epa, 2013)
Outils	BREEAM. Méthode d'évaluation pour constructions durables (BRE Global, 2014)
Outils	Audits environnementaux
Outils	Suivi en matière d'efficacité énergétique (Ministerie van Infrastructuur en Milieu, n.d.)
Outils	Soutien à la conception durable (The Centre for Sustainable Design, 1995)
Outils	Ambassadeurs pour l'énergie (INSPIRER, 2014)
Outils	Banques de données SISCO et FUSION de fournisseurs écologiques (the Environment Centre, 2014) (BSK-CiC, n.d. b)
Outils	Programme d'éducation en ligne
Outils	DCBA-Ω – Classification de l'efficacité énergétique et des investissements en matière d'environnement (Brink, B. & Laute, P., n.d.)
Outils	Facilitation. Des organisations gouvernementales prennent un rôle dans la facilitation (réseaux, rencontres, ateliers...)
Outils	Vidéos en tableau. La parole est combinée au visuel. ECOMIND (>30.000 résultats) (Boon, J., 2012)
Outils	Prix. FUSION distribue des prix aux gagnants des différentes catégories.

Outils et instruments pour le soutien aux entreprises

sur le bénéfice ou sur la performance environnementale globale. Le tableau des instruments et des outils propose un aperçu de la mise en œuvre de dispositifs financiers et de communications ainsi que d'outils permettant aux entreprises d'évoluer vers une économie à faible émission de carbone.

CAS PRATIQUE Belgique

Gand définit un itinéraire de suivi pour la gestion de l'énergie

Projet ACE

En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

Comme la ville de Gand a observé que les audits énergétiques n'entraînaient pas un accroissement suffisant de l'efficacité énergétique, elle a développé un itinéraire de suivi pour la gestion de l'énergie. Cet itinéraire consiste en un audit, une analyse de toutes les mesures d'économie d'énergie avec des rendements positifs, et un suivi pour mettre en œuvre de nouvelles mesures intéressantes. Quinze en-

treprises (avec une consommation d'énergie comprise entre 1.000 MWh et 27.000 MWh d'énergie primaire) y ont participé. Il est essentiel que, tout au long du suivi, le plan d'action pour l'énergie soit validé par la direction. Les mesures concernant l'air comprimé, la rénovation de l'éclairage, l'isolation, la récupération de chaleur, l'utilisation des entrées et des pots de condensat se sont révélées être intéressantes. En outre, le suivi a été très utile pour les entreprises désireuses d'obtenir la certification ISO 50001; une réduction d'énergie de plus de 20 % est réalisable.

CAS PRATIQUE Pays-Bas

Schiedam développe- ment une mesure du- rable : la méthode DCBA-Ω

Project SISCO

En partie financé par le programme
Interreg IVA 2 Mers

Il est possible de mesurer le niveau de durabilité d'un bâtiment, d'infrastructures, et même de tout un complexe industriel. Pour passer du niveau minimum légal (D) au niveau le plus performant (Ω), des efforts considérables sont demandés. La principale question reste de savoir main si cela peut se justifier économiquement. La municipalité de Schiedam a développé la méthode DCBA-Ω, qui mesure les coûts et les valeurs à long terme des investissements de développement durable. Cela prend en compte les investissements les plus efficaces dans les matériaux de construction, la production d'énergie, le transport et la démolition. Les tests montrent que la plupart des mesures jusqu'au niveau B+ se remboursent d'elles-mêmes.

Des investissements supplémentaires peuvent amener des plus-values additionnelles sur le long terme, lorsqu'ils sont combinés avec d'autres investissements.

Obstacles et potentialités

OBSTACLES

Bien que la réglementation ait montré dans certains cas qu'elle pouvait être l'un des facteurs à l'origine de l'innovation en matière d'efficacité énergétique, son utilisation devrait rester limitée. Les autorités publiques peuvent faire usage de leur position d'« autorité », avec le droit d'imposer quelque chose. Toutefois, l'usage de ce droit ne pas entraver leur position d'organisme de conseil.

Pour des entreprises situées dans un parc d'activités n'appartenant pas à un organisme public, il est plus difficile de remettre en application des mesures spécifiques ou de contribuer au contenu du crédit-bail.

L'écart entre les investissements dans les bâtiments efficaces en matière énergétique et le bénéfice tiré de ces investissements perdure.

POTENTIALITÉS

L'intérêt est souvent déclenché par l'intérêt propre de l'entreprise. Par conséquent, le rendement (principalement

financier) des mesures d'efficacité énergétique devrait être souligné.

Le marché lui-même est un facteur de changement. Des mesures spécifiques telles que 'Energy Grant 500' ou 'l'itinéraire de suivi l'énergie' font s'ouvrir le marché.

L'application des exigences relatives aux plans énergétiques.

Une liste claire des plus importantes économies de CO2 peut aider les PME à opter pour des investissements efficaces en soutenant leur action.

Les autorités publiques doivent encourager les entreprises à investir dans le secteur des économies d'énergie en fournissant suffisamment d'informations et de soutien.

Synthese des relations B2B

Introduction

Relations B2B

Les activités dans le cadre des relations d'entreprise à entreprise (B2B) comprennent les services, les informations et/ou les produits échangés d'une entreprise à l'autre. Ces entreprises ne doivent pas nécessairement être situées dans le même secteur d'activité. En joignant leurs forces, les sociétés deviennent plus efficaces au niveau des coûts. Les ressources et les installations peuvent être partagées, conduisant à une plus forte réduction des émissions de carbone. Au sein du cluster SAFE-ICE, le groupe de travail chargé des relations B2B a recherché comment les investissements et les initiatives B2B pouvaient accroître l'efficacité en matière de ressources et ainsi promouvoir une économie circulaire.

Investissements et initiatives spécifiques dans le cadre des relations B2B

Des collaborations durables entre sociétés peuvent créer des opportunités pour réduire l'impact en matière de carbone. Ces collaborations peuvent être intégrées à différents niveaux : ressources, installations et collaborateurs peuvent être partagés, tandis que besoins en matière de transport et ressources peuvent être gérés en coopération.

GESTION DU TRAFIC

- Gestion des marchandises
- Navettes partagées
- Partage des emplacements de stationnement

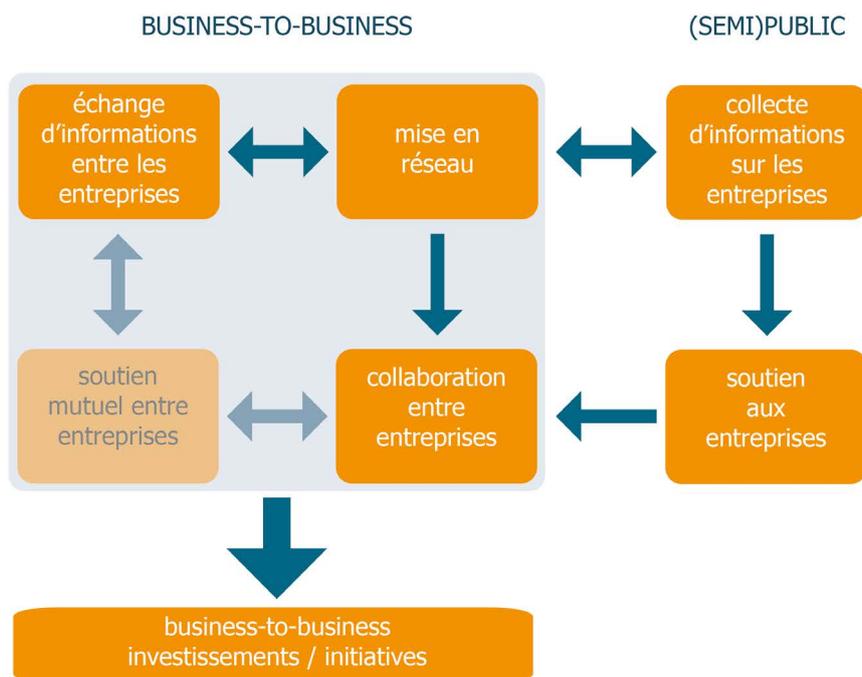
RESSOURCES

- Achat collectif d'énergies renouvelables
- Récupération de la chaleur et échanges entre entreprises

- Échange de chaleur entre les entreprises et les fournisseurs d'énergie
- Les déchets d'une entreprise servent de matériaux brut pour une autre entreprise

INSTALLATIONS

- Installation de réception des déchets
- Regroupement des déchets et partage des contrats concernant les déchets
- Collecte et traitements communs des eaux usées
- Restaurant in situ partagé par plusieurs entreprises
- Partage de ressources énergétiques renouvelables (énergie photovoltaïque, éolienne, biogaz, etc.)
- Caloduc à basse température pour les échanges de chaleur (admission et/ou absorption)



COLLABORATEURS

- Groupe de collaborateurs de production partagé, par exemple en cas de hausse de la demande
- Réception, administration et/ou réfectoire partagés
- Installations de réception des déchets partagées pour le contrôle de l'apport et de la qualité de ceux-ci

Incubateurs B2B : facteurs clés du succès

La plupart des investissements B2B résultent d'un processus dans lequel la mise en réseau remplit un rôle central. Les sites internationaux de mise en réseau tels que LinkedIn et les groupes de réseaux nationaux en ligne sont largement utilisés par les sociétés afin d'identifier des partenaires potentiels. L'échange d'informations à propos des bonnes pratiques en ligne ou à l'occasion de réunions d'entreprise comme les conférences d'affaires, les événements et les symposiums ouvrent les portes aux nouvelles idées, aux initiatives et aux collaborations potentielles. Grâce à ces réunions d'affaires et ces événements en réseau, des partenaires potentiels peuvent être trouvés. De nouveaux partenaires peuvent aussi être identifiés par la présentation d'entreprises par des entreprises de confiance, par des publications commerciales, ou par des banques de données établies par des autorités publiques locales et des organismes de soutien. Les organismes de soutien et les autorités publiques locales aident à la promotion des nouvelles idées, offrent une expertise aux groupes d'entreprises (par exemple des bilans carbone efficaces), établissent des études de

faisabilité, offrent des avantages et des aides financières organisent des événements et des plates-formes de consultation et de la formation de regroupements ou clusters. Grâce à l'échange de connaissances, d'appuis financiers, d'études de recherche et de faisabilité, les sociétés peuvent s'apporter un soutien mutuel. Dans la plupart des cas cependant, cela reste une activité secondaire de l'entreprise, et non pas l'essentiel de son activité. Ces activités, tant du côté privé que du côté (semi-)privé sont représentées dans le modèle d'incubateur B2B. Tous les éléments dans l'incubateur B2B sont d'une grande importance, car ils contribuent à la collaboration, à l'innovation et à la formation de regroupements entre entreprises, et peuvent enfin se traduire par des investissements B2B concrets.

Bonnes pratiques

Dans cette section, diverses bonnes pratiques mettant en valeur les investissements B2B réussis dans le domaine de la mise en réseau, de l'échange des connaissances et du soutien aux entreprises sont commentées.

Mise en réseau et échange de connaissances

En général, les événements de réseau ne mettent pas spécifiquement l'accent sur l'économie à faible émission de carbone. Toutefois, les réunions d'affaires et les autres activités de réseau forment une excellente occasion d'échanger des idées et de promouvoir les avantages et les possibilités que ces solutions bas carbone peuvent offrir. Les immeubles d'affaires collectifs peuvent à leur tour

jouer un rôle important dans la diffusion des idées en matière de durabilité.

CAS PRATIQUE Royaume-Uni

Relier les entreprises par-delà les frontières

Projet ECOMIND

En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

ECOMIND a soutenu la croissance durable de l'entreprise et a facilité le développement et la pénétration sur le marché de nouveaux produits et services issus de l'écotechnologie en reliant les entreprises au travers des événements et ateliers transfrontières. Au total, 126 événements ont été organisés. Certains de ces événements ont mis l'accent sur la mise en réseau et la présentation d'entreprises, tandis que d'autres ont donné aux entreprises des possibilités d'échanger les connaissances et les compétences. Un bon exemple du partage de ces connaissances transfrontières a été démontré par le 'Business Design Forum' à l'Université technologique de Delft, où 19 entreprises britanniques ont passé du temps dans des ateliers en cherchant à appliquer le développement durable. Les nouvelles écotechnologies qui étaient soutenues par le projet comprenaient une nouvelle méthode de mise en œuvre pour les tuyauteries de pompe à chaleur à source d'absorption par le sol, GeoMole (qui depuis, a gagné des prix), Firefly Solar, qui travaille sur des générateurs solaires et Evening Breeze, un système innovant de refroidissement pour lits. Les données ont été recueillies par la réalisation d'enquêtes pour évaluer les obstacles et les aides pour les entreprises à concevoir/produire



Les terrains de Kamp C ©Kamp C

des produits éco-innovants et pour intégrer les principes de conception durable dans l'industrie manufacturière. Plus de 500 entreprises ont été évaluées de cette manière, dont 350 sont sur le point de recevoir un soutien intensif.

CAS PRATIQUE Royaume-Uni
Réseau 'Low-carbon
Kent'

Projet FUSION
En partie financé par le programme
Interreg IVA 2 Mers

FUSION soutient un réseau d'entreprises travaillant conjointement pour soutenir la transition vers une économie à faible émission de carbone. Le réseau, Low-carbon Kent (Kent County Council, 2011), a attiré plus de 1.000 membres. Les avantages de l'affiliation sont, entre autres, l'accès gratuit à des conseils pour des entreprises durables du Kent County Council, des invitations à différents événements, y compris la conférence annuelle sur les entreprises vertes et

l'accès au modèle 'Steps to Environmental Management' (STEM) (Étapes vers une gestion de l'environnement). Le réseau a également développé un groupe LinkedIn comptant plus de 300 membres. Ce groupe en ligne est utilisé pour partager des idées entre entreprises, pour relier les entreprises et mettre en valeur les bonnes pratiques (LinkedIn Corporation, 2014).

CAS PRATIQUE Belgique
Kamp C

Projets EXPO C, informations sur la manière de vivre et de construire durablement; 'Green Valley Kempen'; centre d'entreprises à basse consommation d'énergie De Basis
En partie financé par EFRO, objectifs 2 & 5

Kamp C à Westerlo aide les sociétés à partager leurs connaissances sur le développement durable. Le centre se compose d'une zone publique d'informations à basse consommation d'énergie et d'un espace pour les entreprises. Le bâtiment collectif pour

les entreprises fonctionne comme un incubateur pour les jeunes entrepreneurs actifs dans le secteur de la durabilité (construction et énergie) et constitue une niche d'entrepreneurs travaillant conjointement. Dans la zone industrielle, les sociétés œuvrant dans le secteur de la construction durable et/ou dans le secteur des énergies renouvelables peuvent acheter ou louer leur propre bâtiment, et ont la possibilité de travailler dans un contexte plus large. Dans leur production, ils doivent déployer des produits et des technologies respectueuses autant que possible de l'environnement, et fournir des produits ou des services hauts de gamme dans le secteur de la construction durable et du développement durable.

Soutien aux entreprises

Les bases de données utilisées aux fins de gestion d'un parc d'activités ne sont pas toujours partagées entre les entreprises situées dans ce même parc. Cependant, afin d'élaborer des affaires avec les entrepreneurs, la transparence est de rigueur. Un rôle important est dévolu aux or-



La localisation du nouveau site industriel de Roulers Ouest et sa position par rapport à MIROM ©wvi

ganismes de soutien et aux autorités publiques locales, puisqu'elles peuvent offrir une expertise (par exemple, des bilans d'efficacité en matière de carbone) et mettre en œuvre des études de faisabilité (par exemple, des réseaux de chaleur).

potentiellement intéressées ont été contactées afin de répertorier l'offre et la demande d'énergie produite à partir des déchets dans le parc d'activités. Cette recherche a abouti à une voie possible pour la vapeur obtenue à partir de l'incinérateur de déchets. À la suite de cette première étude de faisabilité, les sociétés intéressées ont entamé un dialogue (en cours si l'heure de la publication) avec l'organisme gérant l'incinérateur et ont mené des études plus poussées à propos de la faisabilité technique et légale. Une entreprise proche, qui produit actuellement de la vapeur pour son processus de fabrication avec des combustibles fossiles, pourrait utiliser la vapeur de l'incinérateur de déchets et éviter ainsi un volume important d'émissions de CO₂ (Power-Link, 2011).

MIROM, l'association intercommunale de collecte et de traitement, possède son propre incinérateur à Roulers (Mirom, 2013). Jusqu'à présent, la chaleur résiduelle de 110 °C est distribuée par un réseau de chaleur d'environ 15 km à 22 clients. Cependant, le réseau de chaleur a un potentiel beaucoup plus grand. MIROM et wvi ont renforcé leurs liens et ont étudié la faisabilité d'une extension du réseau de chaleur vers le nouveau site industriel de Roulers Ouest et pour une nouvelle zone de serres pour l'horticulture. Un contrat public pour la conception et le développement technique de ce réseau de chaleur est en cours d'élaboration (Power-Link, 2011).

CAS PRATIQUE Belgique
Réseau de chaleur
'Ghent Zuid 1'

Projet ACE
En partie financé par le programme
Interreg IVA 2 Mers

Depuis 2007, un incinérateur de déchets situé dans le parc industriel 'Ghent Zuid 1' émet de la vapeur qui fournit le chauffage à un hôpital proche. Cet incinérateur de déchets a encore un peu de vapeur supplémentaire (considérée comme verte), qui peut être utilisée pour d'autres sociétés du parc d'activités. En 2011-2012, la ville de Gand a réalisé des études de faisabilité pour l'extension du réseau de chaleur existant. Les entreprises

CAS PRATIQUE Belgique
Réseau de chaleur à
Roulers

Projet ACE
En partie financé par le programme
Interreg IVA 2 Mers

CAS PRATIQUE Royaume-Uni

Écorénovation du parc d'activités

Projet ACE
En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

À Hastings, au Royaume-Uni, une grande partie du parc de bâtiments commerciaux existants n'a que de piètres performances énergétiques, étant donné qu'il a été construit avant la législation issue de la crise pétrolière de l'OPEP dans les années 1970. HBC a réalisé diverses études afin d'identifier les interventions et investissements possibles pour réduire les émissions de carbone dans ses unités de fabrication. Ces études ont fourni un cadre d'étude complet et probant pour l'écorénovation du parc d'activités de HBC. Dans le cadre du projet ACE, HBC a réalisé une rénovation pilote de six de ses unités de fabrication. Une évaluation de son impact a montré une réduction de 25 % des émissions de carbone. Toutefois, pour achever d'apporter de nouvelles améliorations,

l'engagement pris avec les entreprises de gérer activement leurs processus d'énergie et de déchets était nécessaire. Il y a actuellement trois réseaux vers des entreprises vertes à Hastings pour sensibiliser les entreprises et maintenir actions et améliorations.

CAS PRATIQUE France

Economie circulaire

Projet ACE
En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

ECOPAL aide les entreprises à intégrer les questions environnementales dans leurs activités quotidiennes. Cela se fait collectivement, en partageant les moyens, les connaissances et les ressources financières. Grâce à cette approche, les membres peuvent mettre l'accent sur leurs activités de base tout en contribuant, au travers de l'écologie industrielle, à l'économie circulaire. ECOPAL incite les sociétés à échanger leurs informations à propos de leur flux de matières et de déchets, de manière à transformer ces flux en nouvelles ressources

pour le territoire et ses sociétés. Au sein du projet ACE, ECOPAL a réalisé 133 collectes de déchets par le biais de 10 services de ramassage. De ces déchets, 262 tonnes ont été recyclées. La mise en œuvre des principes d'une économie circulaire a eu un impact sur l'emploi des personnes dans les services de déchets : plus de 250 travailleurs chez Baudet, plus de 50 travailleurs chez Astradec, et 45 travailleurs chez Chimirec.

Obstacles et potentialités

OBSTACLES

Si l'énergie et la gestion des ressources ne sont pas le métier de base de la plupart des sociétés, le budget et le temps que ces sociétés peuvent allouer au développement durable sont limités.

La législation actuelle peut entraver les initiatives B2B.

L'utilisation de chaleur résiduelle (externe), par exemple, ne

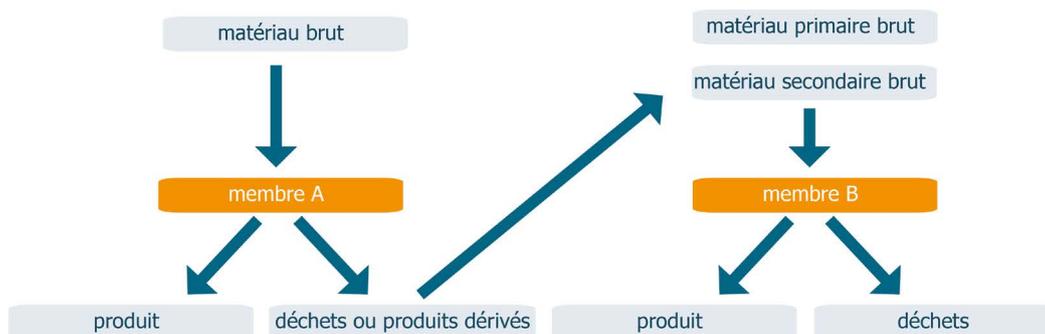
Laisser l'actuel système industriel évoluer:

- s'inspirer des mécanismes biologiques
- stimuler la collaboration entre les acteurs
- optimiser la gestion locale des flux



Au moyen de 2 principes de base

- mutualisation
- remplacement



Aperçu schématique de l'écologie industrielle ©ECOPAL

compte pas pour les exigences de la certification EPC.

Difficultés à échanger de l'électricité entre sociétés.

La faisabilité de réseaux (de chaleur) est entravée par des obstacles financiers (énormes investissements initiaux et longues périodes de retour sur investissement) et légaux (méfiance entre les sociétés, qui se traduit par des contrats très complexes).

Les bourses de déchets ne semblent pas bien fonctionner alors que les sociétés ont besoin de livraisons garanties de matériaux.

POTENTIALITÉS

Les autorités publiques et les organismes sont bien placés pour fournir un soutien aux sociétés. Bien que ce ne soit pas leur métier de base, les sociétés devraient être incitées à apporter leur soutien l'une à l'autre. Dans le modèle d'incubateur B2B, cela est considéré comme un écart potentiel.

Il y a un obstacle de perception entre les niveaux (semi-)publics et privés. L'objectif principal est d'opérer et de communiquer sur le même niveau, de parler la langue de l'autre, et de se joindre à l'esprit de l'autre. Bien que les autorités publiques et les organismes locaux aident déjà les sociétés à diffuser leur message,

les possibilités des médias sociaux doivent être davantage explorées pour développer les réseaux.

Toutes les sociétés ne soutiennent pas le transport de leurs collaborateurs, et les plans de mobilité ne sont pas fréquemment mis en œuvre dans les organisations.

Les réseaux d'entreprises sont pour la plupart orientés vers les entreprises. En réfléchissant sur des réseaux prêts à l'usage et en expansion avec des professionnels tels que les artistes et les architectes, les nouveaux points de vue et les nouvelles idées peuvent surgir.

Synthèse des parcs d'activités

Introduction

Les parcs d'activités où les entreprises – parfois orientées vers un secteur particulier – sont situées l'une près de l'autre, offrent des occasions particulières pour une économie à faible émission de carbone. Il y a en général un minimum de coopération entre entreprises au travers, par exemple, de la gestion du parc.

On peut distinguer cinq phases dans le développement d'un parc d'activités. Chacune de ces phases possède ses propres potentialités et obstacles en ce qui concerne l'intégration de la production d'énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Dans ce chapitre, plusieurs bonnes pratiques montrent comment la consommation d'énergie peut être réduite dans les nouveaux parcs d'activités et les parcs existants à chacune de ces cinq phases.

Achat d'un terrain
Concept/conception
Développement
Conditions de vente/location
Gestion

Bonnes pratiques

L'achat d'un terrain

La première étape dans le développement d'un nouveau parc d'activités est l'achat d'un terrain. Pour maximiser le potentiel énergétique, la situation de ce terrain devrait dépendre de ses possibilités de production d'énergies renouvelables. Dans des régions densément peuplées comme la Région flamande ou le sud des Pays-Bas, cela est difficile à réaliser en raison de plans d'aménagement existants et d'autres contraintes spatiales. La mise en exploitation de terres inutilisées, vouées au développement d'activités pour les entreprises, et le développement des friches industrielles peuvent former une solution à cette pénurie de

terrains. Comme l'emplacement est fixe et que les parcelles sont petites et dispersées, les défis dans les domaines de l'efficacité énergétique et de la production des énergies renouvelables sont énormes.

Une **friche industrielle** est une propriété industrielle ou commerciale inutilisée ou négligée, dont l'expansion ou le développement est entravé par la présence (potentielle) d'une pollution de l'environnement.

Un **terrain vierge**, contrairement à la friche industrielle, est un terrain non aménagé situé dans une zone rurale ou urbaine.



Parc d'entreprises Herdersbrug à Bruges, Belgique ©wvi

CAS PRATIQUE Belgique

Mise en service de terrains non utilisés

Projet 'Onderhandelingssteams onbenutte bedrijfspercelen & Activeringsteams'

Soutenu par le Gouvernement flamand, Agence pour l'entreprise.

trielles par les plans d'aménagement, en négociant avec les propriétaires.

CAS PRATIQUE Pays-Bas

Réhabilitation de parcs d'entreprises existants

Soutenu par la commune de Schiedam

ment d'emplacements inutilisés dans des parcs d'activités existants. Comme l'emplacement est fixe et que les parcelles sont petites et dispersées, les défis dans les domaines de l'efficacité énergétique et de la production des énergies renouvelables sont énormes.

La conception d'un parc d'activités

L'expérience nous enseigne que peu de choses peuvent être faites durant la phase d'achat. Par conséquent, la phase de conception n'en devient que plus essentielle. Il est beaucoup plus facile d'inclure des mesures énergétiques lorsqu'elles sont prévues dans la phase de planification plutôt que de prendre de telles mesures durant la phase de conception et de concept.

En Région flamande, un inventaire des terrains inutilisés attribués aux activités industrielles a été réalisé. En province de Flandre-Orientale, wvi a aidé à réactiver 70 ha de ces terrains inutilisés, réservés à des activités indus-

À Schiedam, le développement sur des terrains vierges n'est plus possible. Par conséquent, la municipalité de Schiedam investit dans la réhabilitation de parcs d'activités existants, parfois abandonnés, et dans le développe-



Endroits où les éoliennes, d'une hauteur de mât de 90 mètres, peuvent être établies dans le parc 'De Spie' ©wvi

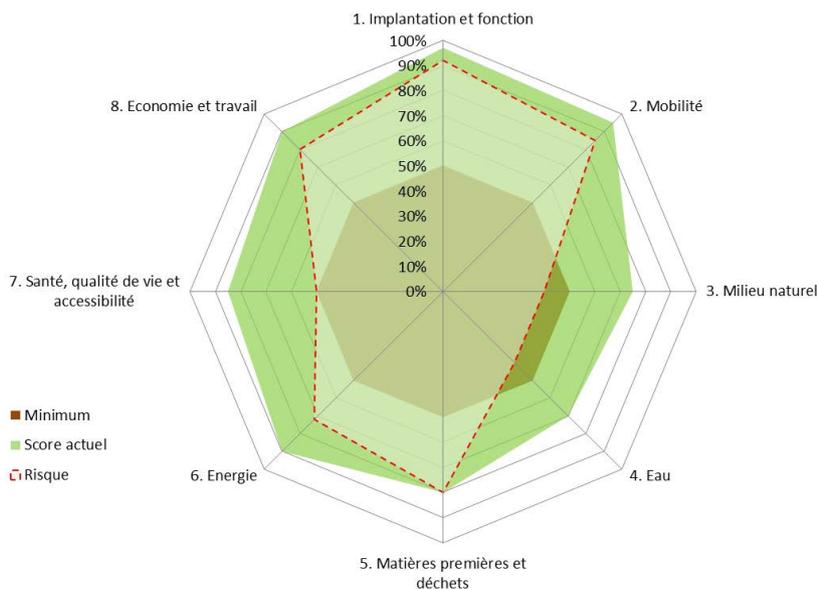
CAS PRATIQUE Belgique

Développement du nouveau parc d'activités 'De Spie'

Projet ACE

En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

wvi a coopéré avec l'Université de Gand pour développer le concept énergétique du nouveau parc d'activités 'De Spie' qui doit être réalisé à Bruges. Ils ont recherché ensemble quels types de technologies pouvant contribuer à rendre un parc d'entreprises énergétiquement neutre et quelles implications ces technologies avaient sur son aménagement. Tous les aspects de la chaîne énergétique ont été examinés, sources d'énergie transporteurs d'énergie, stockage, efficacité énergétique et la demande actuelle d'énergie du parc.



Le schéma représente la note d'un parc d'entreprises pour chaque principe de durabilité ©La ville de Gand

CAS PRATIQUE Belgique

Système du développement durable

Projet ACE
En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

CAS PRATIQUE Royaume-Uni

Plan local de stratégie de planification

Le plan local de stratégie d'urbanisme fait partie des obligations légales des autorités locales au Royaume-Uni

CAS PRATIQUE Belgique

Meilleure structure d'entreprise

Projet ACE
En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

La ville de Gand a développé un système de mesure portant sur le développement durable tout au long de la phase de planification et de développement de chaque parc d'activités. Avec cet outil de suivi et de mesure (Milieudienst van de stad Gent, n.d.), les parcs d'activités reçoivent une note pour chaque principe au développement durable (par exemple, l'énergie, la mobilité, l'eau...). Un schéma montre dans quelle mesure le parc pourrait être durable et où des améliorations pouvaient être apportées.

Le Hastings Borough Council a adopté le plan local de stratégie de construction, qui contient les politiques d'urbanisme touchant les personnes qui demandent un permis de construire pour de nouvelles extensions. Tous les développements doivent être conçus de manière à intégrer la prévention du changement climatique et les mesures d'adaptation. Les personnes chargées du développement sont tenues de suivre une approche hiérarchique : d'abord, améliorer l'efficacité énergétique, ensuite fournir sur le site des solutions de production d'énergies renouvelables, et enfin connecter le site à une source d'énergies renouvelables existante à l'extérieur du site. La conformité avec

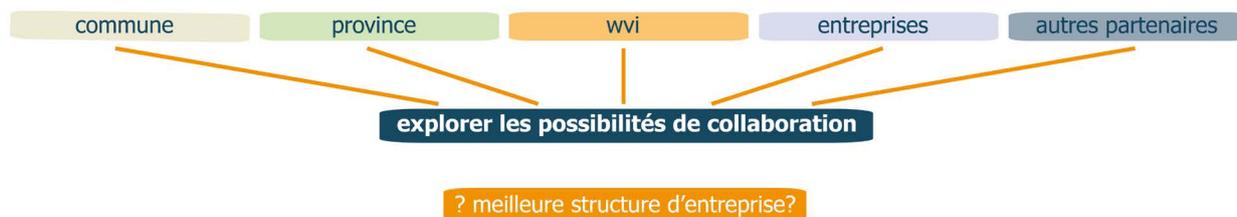
cette politique doit être démontrée grâce à l'application de planification.

Le développement d'un parc d'activités

Le développement d'un parc d'activités efficace d'un point de vue énergétique dépend principalement de sa conception. L'appel d'offres clause verte est devenu un outil important pour atteindre cette efficacité énergétique. Dans la procédure d'appel d'offres, les mesures d'économies d'énergie et les études de faisabilité doivent être comprises facilement par les concepteurs de plans d'infrastructures et les entreprises.

Les modèles adéquats d'investissement pour des projets d'énergies renouvelables à grande échelle sont difficiles à trouver, en particulier ceux comprenant différents intervenants comme des entreprises locales, des gouvernements locaux, des personnes physiques, et avec des solutions financières en place. wvi a commandé une étude qui devra examiner cela. Dans cette étude, les structures d'entreprises potentielles sont considérées, soulignant leurs avantages et désavantages.

Pour travailler de manière optimale, une structure communale ou provinciale autonome dans laquelle tous les partenaires sont représentés doit être créée. La meilleure structure lé-



Aperçu schématique d'une meilleure structure d'entreprise potentielle ©wvi

gale dépend de l'objectif de la société. Les partenaires veulent-ils:

- participer à la production d'énergies renouvelables ?
- participer à la livraison des énergies renouvelables ?
- participer à la production et à la livraison des énergies renouvelables (des structures simple, double et multiple sont-elles possibles) ?

La politique de vente/location

Des mesures d'économie d'énergie peuvent être mises en application en les incluant dans les conditions de location, de crédit-bail ou de vente.

CAS PRATIQUE Pays-Bas & Royaume-Uni

Conditions de location versus emplacement

Soutenir par la commune de Schiedam

À Schiedam, les conditions de location pour les emplacements précisent qu'un locataire doit remplir la méthode DCBA-Ω (voir page 18) et atteindre un certain niveau avant de pouvoir louer un emplacement pour construire ou pour rénover des locaux industriels. Schiedam a l'avantage de se situer près de Rotterdam et qu'il y ait une forte demande de locaux pour les entreprises. Hastings n'a pas cet avantage et se bat pour l'intégration des mesures d'économies d'énergie.

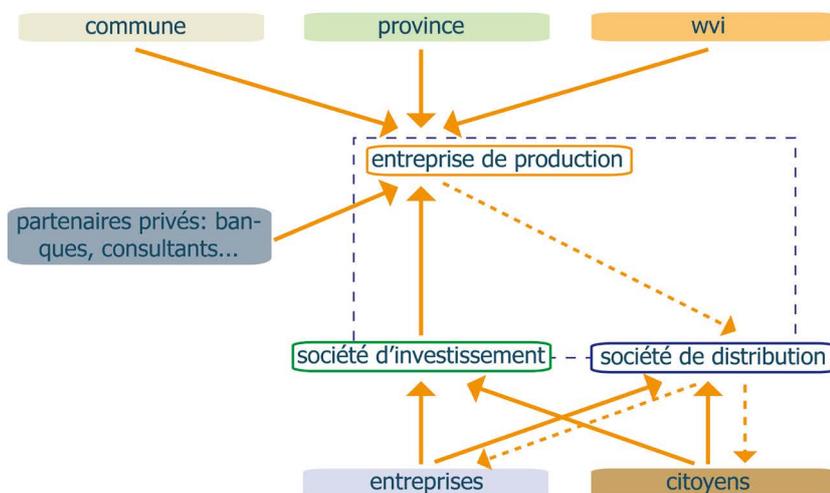
Si ces conditions ne pas partout mises en œuvre, les entreprises menacent de quitter les lieux ou de ne pas louer de locaux. Hastings en est à un stade précoce dans l'exploration de la manière d'intégrer des clauses vertes dans les baux existants. L'utilisation de la méthode DCBA-Ω pourrait contribuer à sensibiliser les locataires sur le fait que l'outil épingle les avantages potentiels pour les entreprises.

CAS PRATIQUE Belgique

Développer les conditions de vente

Projet ACE
En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

Au sein du projet ACE, la ville de Gand et wvi ont travaillé conjointement sur



Aperçu schématique des partenaires et des structures potentiels ©wvi

les conditions de vente qui sont actuellement utilisées pour un projet pilote dans la région de Gand. Une approche durable est mise en œuvre en fournissant un accompagnement par un conseil en énergie, en récompensant les mesures rationnelles d'économies d'énergie, et en jouant un rôle de facilitateur pour correspondre à l'offre et à la demande de chaleur (voir p. 15).

Gestion du parc d'activités

La gestion du parc d'activités est nécessaire pour maintenir la qualité d'un tel parc au fil des ans et pour éviter des réaménagements coûteux. Les tâches traditionnelles d'une association de parc d'entreprises ou d'un gestionnaire de parc d'entreprise sont la sécurité, la signalisation et l'entretien des espaces verts. Le défi se situe dans l'intégration des mesures d'économies d'énergie dans les plans financiers des parcs d'entreprises.

CAS PRATIQUE Pays-Bas

Districts pilotes d'amélioration des entreprises

Aucun financement

Un outil utile pour la gestion des parcs d'activités existants est le modèle de 'business improvement district' (BID) ('amélioration de quartiers d'entreprises'), qui a été mis en œuvre en Europe, comme au Royaume-Uni et en Allemagne. Actuellement, plusieurs projets pilotes sont mis en place aux Pays-Bas. Les entreprises élaborent un plan financier dans un domaine particulier. Ce plan doit être accepté par un certain pourcentage d'entreprises situées au sein d'une zone. Une fois le plan financier accepté et mis en œuvre, les autorités locales peuvent percevoir des taxes afin de financer les mesures dans cette zone. Les autorités publiques sont simplement des facilitateurs durant la mise en œuvre du plan financier. Le défi d'intégrer des mesures d'économies d'énergie dans le plan financier subsiste.

OBSTACLES

Le principal obstacle à la mise en œuvre de mesures d'économies d'énergie est le coût pour les entreprises, car beaucoup de ces mesures demeurent plus onéreuses, avec des retours sur investissement plus longs que d'habitude.

Les obstacles récurrents dans la politique de vente/crédit-bail/location se trouvent dans le fait que les mesures d'économies d'énergie ne sont pas appliquées partout. Si les entreprises trouvent que les règlements sont trop contraignants, elles peuvent aisément aller ailleurs, là où des règlements plus laxistes sont en vigueur.

Il est temps pour les autorités publiques d'informer les entreprises de leurs avantages individuels lorsqu'elles mettent en place des mesures d'économies d'énergie. Les entreprises,

gestion du parc d'entreprises Roulers

structure de gestion

- comité directeur 2x/an
- mise en place d'une association du parc d'entreprises

collaboration

- ateliers thématiques
- convention de réseau annuelle

mobilité

- signalisation

environnement

- sessions d'information à propos des unités d'énergies renouvelables et de l'utilisation de l'eau
- tableau de l'énergie thermique
- achats groupés d'énergie et panneaux photovoltaïques
- atelier air comprimé
- tableau de la construction durable
- collecte séparée de petits déchets dangereux
- autres collectes séparées de déchets

communication

- retour sur les études de faisabilité
- site internet
- lettre d'information électronique

qualité du milieu de vie

- entretien commun des zones vertes

personnel

- bourse à l'emploi
- formation à la lutte contre l'incendie
- dépliant commun reprenant les offres d'emploi
- garderie d'enfants

Plan d'activités pour la gestion du parc dans les parcs d'entreprises à Roulers ©wvi

de leur côté, sont souvent principalement concentrées sur leurs activités de base.

POTENTIALITÉS

Durant la phase de planification, les potentialités que le site peut offrir dans le domaine des éner-

gies renouvelables devraient être prises en compte.

Bien informer les entreprises à propos de leurs gains individuels en prenant des mesures d'économies d'énergie est primordial pour le succès.

Bien que jusqu'à présent le système BID (ou BIZ aux Pays-Bas) n'ait pas souvent été utilisé en tant que tel, il offre des possibilités d'intégrer les mesures d'économies d'énergie dans la gestion des parcs d'activités.

CHAPITRE 4

Offre et demande de services et de biens



Le partenaire FUSION visite Roll-Gom, un site de recyclage de pneus spécialement conçu pour fournir des matériaux pour son unité de production de roues en caoutchouc à Tilloy-les-Mofflaines, France. ©FUSION

Dans ce chapitre, l'offre et la demande de services et de biens pour une économie à faible émission de carbone sont clarifiées.

Synthèse

Quelques projets SAFE-ICE sont basés sur les opportunités d'utilisation des biens et des services à faible émission de carbone, en tant que partie intégrante du projet (par exemple, ACE a cartographié réseaux de chaleur ainsi que photovoltaïque solaire à Gelderland pour représenter leur potentiel énergétique). Les acheteurs ont du mal à identifier le secteur des faibles émissions de carbone, et les sociétés qui veulent promouvoir leurs offres rencontrent de réelles difficultés. Quelques projets ont tenté de soutenir l'adéquation de l'offre et de la demande, en développant des bases de données de fournisseurs (SISCO, FUSION, et ECOMIND) pour inciter les

sociétés locales à promouvoir leurs offres.

Les projets ECOMIND et FUSION ont fortement mis l'accent sur le développement de l'offre pour les entreprises, tandis que d'autres projets, tels qu'ACE, INSPIRER et SISCO, ont mis l'accent sur des exemples techniques comme les parcs d'activités verts, les maisons passives ou les nouvelles technologies (c'est-à-dire en développant les possibilités de la demande) et ont souligné les nouveaux domaines de demande.

CAS PRATIQUE France, Belgique, Royaume-Uni

Écart entre la demande de maisons passives et

les entreprises spécialisées

Projet INSPIRER

En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

Actuellement, très peu d'entreprises sont organisées et formées pour construire des maisons passives (maisons complètement étanches à l'air). Il est extrêmement difficile de changer le comportement des travailleurs sur les sites de construction, car ils ne comprennent pas pourquoi ils devraient modifier leurs méthodes de travail, qui étaient parfaitement efficaces auparavant. Les différents moyens disponibles pour atteindre de hautes per-

performances énergétiques sont encore rares et coûteux. De plus, la législation dans le secteur de la construction n'évolue pas à la même allure que la réglementation (actuellement la réglementation thermique 2012, et bientôt la réglementation thermique 2020 sur les normes pour maisons passives). Par conséquent, il est nécessaire d'avoir des aides pour l'innovation et de changer de comportement lorsque l'on en vient à concevoir et construire des maisons dans le simple but d'optimiser les coûts.

CAS PRATIQUE France, Pays-Bas, Royaume-Uni

Le manque de financement comme principal obstacle

Projet ECOMIND
En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

Lors d'une grande enquête transnationale menée en 2011 durant le projet ECOMIND, avec les acquéreurs et les PME aux Pays-Bas, en France et au Royaume-Uni, il a été clairement

démonstré que l'accès au financement était vu comme un obstacle majeur par les sociétés cherchant à développer ou étendre leurs produits ou services éco-technologiques. Le financement était un problème pour 33 % des questionnés, et parmi eux 13 % voulaient un financement pour commercialiser de nouveaux produits. Le soutien général à la croissance des entreprises, la planification, la stratégie et la structure des entreprises étaient des problèmes pour 25 % du groupe des entreprises éco-technologiques, et enfin, 7 % étaient concernés par la promotion et la commercialisation de leurs nouveaux produits.

CAS PRATIQUE France, Pays-Bas, Royaume-Uni

Évaluation de la demande du marché

Projets ECOMIND & FUSION
En partie financé par le programme Interreg IVA 2 Mers

L'expérience récoltée à travers les ateliers et la planification d'actions dans les projets ECOMIND et FU-

SION a, en outre, souligné qu'un obstacle n'est pas toujours visible pour les plus petites sociétés, en particulier celles qui ont approché le marché d'un point de vue technologique, celui de l'évaluation de la demande du marché, de comprendre les besoins du client et de trouver des clients. Il y avait aussi un décalage clair, identifié par de nombreuses sociétés, entre vendre de l'écotechnologie et appliquer les principes des faibles émissions de carbone à leur propre entreprise.

Soutenir l'offre et la demande

Une transformation économique globale est nécessaire afin de réaliser les aspirations de l'Union Européenne à une économie qui aurait une croissance dans le respect des contraintes de ressources et qui aurait su décupler cette croissance des émissions de gaz à effet de serre afin de s'assurer qu'un changement climatique dangereux soit évité. Cela requiert des changements de politiques et de comportement/attitude. Pour inciter à un changement de comportement dans

recherche	innovation	soutien aux entreprises	transfert de connaissances
Pourquoi est-il nécessaire de soutenir l'OFFRE de biens et de services à faibles émissions de carbone?			
Identifier les potentialités/ les obstacles à la croissance dans le secteur et fournir des arguments concrets afin de soutenir la croissance.	Soutenir les nouvelles idées pour les biens et les services à faibles émissions de carbone afin de s'éloigner des activités gourmandes en ressources et en énergie.	Soutenir les fournisseurs de biens et de services à faibles émissions de carbone afin d'avoir accès au financement, de se préparer à l'avenir, d'améliorer le marketing et d'augmenter la perception de leurs produits.	Relier les entreprises aux universités pour l'innovation, la recherche, le développement et le soutien.
Pourquoi est-il nécessaire de soutenir la DEMANDE de biens et de services à faibles émissions de carbone?			
Identifier les potentialités/ les obstacles et fournir des solutions, par exemple des possibilités de financement.	Les biens et les services à faibles émissions de carbone sont en général de nouveaux concepts/idées pour les acheteurs. L'innovation est nécessaire afin de mieux promouvoir des produits, d'en augmenter la perception et de changer les comportements.	La plupart des organisations/ communautés/citoyens ne savent pas quels produits sont disponibles pour améliorer les performances environnementales de leurs installations. Ils ont besoin de soutien pour comprendre les diverses technologies, les coûts et les avantages.	Fournir de meilleures informations aux acheteurs potentiels. Former les futurs travailleurs aux enjeux de l'économie à faible émission de carbone.

Aperçu de la manière dont la recherche, l'innovation, le soutien aux entreprises et le transfert de connaissances peuvent soutenir l'offre et promouvoir la demande

la communauté des entreprises, la recherche, l'innovation, le transfert des connaissances et le soutien sont nécessaires. Chacun de ces éléments soutient l'offre de biens et de services à faibles émissions de carbone ou fait la promotion de la demande, permettant ainsi la transition vers une économie à faible émission de carbone, économe en ressources.



Visite du centre d'entraînement, d'innovation et d'incubation logistique à Laakdal, Belgique ©Laura Maes

Les résultats du cluster SAFE-ICE ont été présentés et discutés les mercredi 23 et jeudi 24 avril 2014 lors du congrès SAFE-ICE à Anvers, Belgique. Une visite a eu lieu, le mercredi, de deux bons exemples d'activités : Antwerp East Port à Beverdonk et le Centre d'entraînement, d'innovation et d'incubation logistique à Laakdal. Des allocutions intéressantes données par le Gouverneur de la province Cathy Berx et le chercheur à l'Université de Lausanne Guillaume Massard, une session de réseautage « speech dating » et un délicieux buffet sans viande au Kamp C ont été au programme de la première journée du congrès.

Le jeudi matin, des présentations ont été données à Elzenveld, Anvers, sur les entreprises durables, les parcs d'activités, les solutions B2B et leur mise en œuvre sur le marché et au niveau politique. L'après-midi a été consacré à quatre ateliers parallèles, couvrant les mêmes thématiques.

Entreprises & Bâtiments

“Nous disposons de suffisamment d'informations pour augmenter l'efficacité énergétique. Mais le défi est que nous agissions tous.” Ties Mouwen du Conseil néerlandais de la Jeunesse a affirmé : “Nous pensons trop et faisons trop peu, paralysés par l'analyse.” L'atelier Entreprises & Bâtiments a souligné que nous de-

vions déployer tous les efforts possibles. Les gouvernements devraient accroître leurs efforts en matière de réglementation (lois, normes de performance énergétique et mesures pour faire respecter leur application), d'instruments financiers (taxes sur le CO2, subsides, aide à l'investissement) et de conseils. “Mais les pouvoirs publics doivent montrer l'exemple !”

Sans compter la pression subie par les mesures gouvernementales, la majorité des entrepreneurs sont également

motivés à réduire leurs factures énergétiques. Ces derniers agissent avec plus d'enthousiasme lorsqu'ils sont informés par leurs collègues-entrepreneurs directs. Ils soulignent : “Nous souhaitons remplir notre rôle, et il est utile que les autorités locales soient impliquées et nous soutiennent.” Dans cette période de baisse d'intérêt national, la coopération au niveau personnel entre agents gouvernementaux et entrepreneurs est essentielle.

Parcs d'activités

Concernant les conditions de vente/location/leasing, il a été confirmé que chaque méthode a ses avantages et désavantages et que des solutions sur mesure, tenant compte des conditions-cadre, sont primordiales. La culture d'entreprise en Flandre occidentale pousse les entrepreneurs à souhaiter posséder leurs locaux. Le parc d'activités Landacres dans la région de Boulogne dispose d'une certification pour l'ensemble du parc. Ceci augmente également la valeur des locaux individuels. Mais la certification devrait inclure des mesures durables. A Schiedam, le leasing marche bien et, comme la demande de locaux est élevée, les pouvoirs publics locaux peuvent intégrer des mesures durables dans les conditions locatives. La gestion du parc d'activité tente de combler l'écart entre les entreprises et les pouvoirs publics. Cet écart résulte de problèmes techniques, organisationnels, opérationnels et stratégiques, ainsi que de mesures durables pour un parc d'activités. S'il



Session de réseautage lors du congrès SAFE-ICE s ©Michael De Rop



Atelier Business lors du congrès SAFE-ICE ©Michael De Rop



Récolte visuelle lors du congrès SAFE-ICE ©Michael De Rop

est possible d'attirer l'attention des politiciens locaux afin de leur donner l'envie de soutenir la gestion du parc d'activités sous tous ses aspects, les entreprises suivront. Les coûts seuls ne devraient pas être pris en compte. L'accent principal devrait sans doute reposer sur la motivation et la volonté de changer.

Business-to-Business

En explorant de nouvelles techniques et en développant de nouveaux produits, les sociétés novatrices peuvent entamer un changement en termes de durabilité et notamment influencer la manière dont nous chauffons nos bâtiments. Néanmoins, la législation est un obstacle à l'amélioration de ces nouveaux produits prometteurs.

Il est crucial de coopérer avec les universités afin d'obtenir les qualifications nécessaires. La technologie est une nécessité pour une économie durable à faible émission de carbone. Une condition pour cette dernière est la disponibilité de collaborateurs suffisamment qualifiés.

Les institutions scolaires et les centres d'innovation sont à l'origine des nouvelles technologies. Le nombre de chercheurs et d'étudiants techniques doit augmenter afin de répondre à la demande technologique de notre société.

La réalisation de projets durables peut permettre la dissémination des connaissances. Ces projets sont générateurs d'opportunités pour les entreprises à être davantage présentes dans la communauté, à renforcer leur réseau et à communiquer les leçons

tirées à d'autres entreprises sous-régionales.

Au Royaume-Uni, la communauté autour d'un parc d'activités est souvent impliquée dans la création d'un parc durable, alors que d'autres pays appliquent une séparation stricte entre les deux fonctions. Il est suggéré d'utiliser les bâtiments d'entreprises comme salles de danse le soir ou le week-end, ou d'y organiser des événements communautaires (sessions d'informations, ateliers, conférences, etc.). Un mur vert entre le parc



Démonstration d'outils lors du congrès SAFE-ICE ©Michael De Rop

d'activités et la communauté pourrait se composer d'arbres fruitiers où la communauté pourrait organiser la récolte des fruits.

Les parcs d'activités durables devraient non seulement se concentrer sur l'énergie, mais également tenir compte de l'eau, de la mobilité et des conditions de travail. En d'autres termes: une approche intégrée devrait être à la base de la planification et la mise en œuvre des parcs d'activités.

Conditions de marché et politiques

Au travers du cluster, nous sommes parvenus à une définition consolidée du terme "économie à faible émission de carbone" qui a été traduit dans les différents États membres (voir page 8). Nous avons diffusé cette définition lors de l'événement SAFE-ICE à des délégués en utilisant des études de cas d'entreprises afin de démontrer comment nous pouvons atteindre une économie à faible émission de carbone d'un point de vue politique et du marché, comment nous pouvons amener des changements en encour-

ageant la demande pour des biens et services à faible émission de carbone et en soutenant l'approvisionnement. Geanne van Arkel, Responsable du développement durable pour le fabricant de dalles de tapis Interface, a expliqué que leur organisation se concentrait sur la durabilité en réponse à une demande de sa clientèle d'aller au-delà des exigences légales. Interface estime que pour que les politiques soient efficaces, elles doivent avoir des objectifs ambitieux, encourager la transparence des produits et promouvoir une évolution vers des impôts basés sur les matériaux bruts et non pas le travail. Pat McCarthy, Directeur au sein de l'entreprise anglaise Cyclepods, a expliqué comment ils ont augmenté leurs bénéfices de 33 % après avoir modifié certaines de leurs procédures afin d'être plus éco-efficaces, fournissant des installations d'entreposage du cycle du polymère recyclé fabriqué au Royaume-Uni et non en Chine.

Ces conversations stimulantes ont débouché sur les éléments nécessaires pour évoluer vers une économie à faible émission de carbone. Le sentiment exprimé était que, bien que les politiques aient un rôle à jouer et peuvent accélérer le changement, une vision

claire à long terme avec un leadership et une implication forts sont également nécessaires pour changer les comportements. Une communication claire en termes de transparence de produits et de plus amples informations sur les biens et services à faible émission de carbone sont nécessaires pour pousser à prendre des mesures. De nombreuses petites et moyennes entreprises estiment qu'il leur est coûteux, inefficace ou impossible de devenir une entreprise à faible émission de carbone. Toutefois, le sujet devient plus accessible lorsqu'on utilise une communication claire avec un langage pertinent pour les chefs d'entreprise, comme la réduction des coûts, des économies nettes et une meilleure réputation.

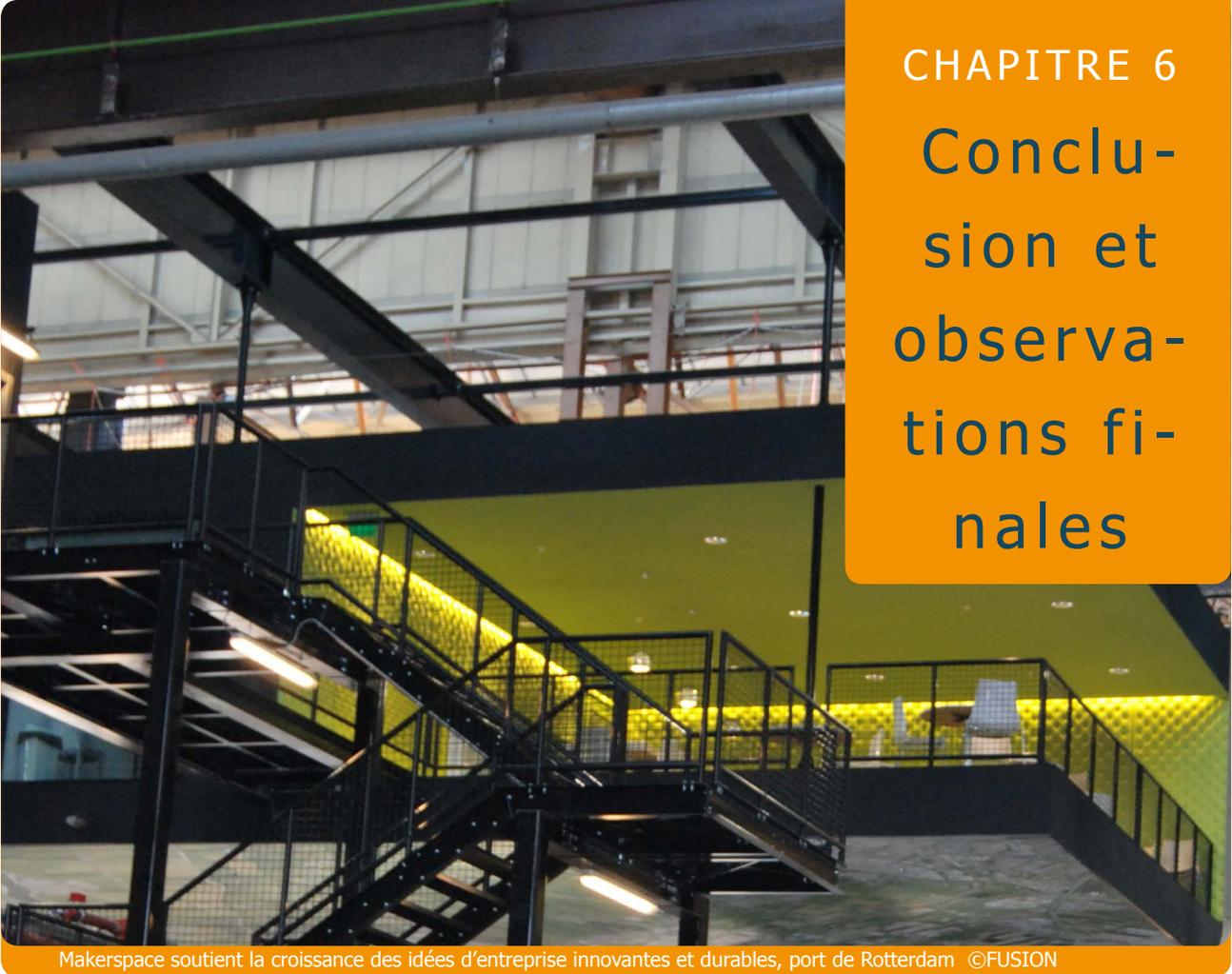
Certaines estimaient qu'une approche ascendante était nécessaire avec des pionniers ouvrant la voie, justifiant les résultats et stimulant la demande par le biais de politiques d'approvisionnement écologique.

La Phase 2 consistera à dégager des solutions de ces discussions, en particulier sur la manière de stimuler la demande via des processus d'approvisionnement et d'utiliser des méthodes de communication adaptées à une économie faible en carbone.



Les drapeaux SAFE-ICE représentant les mesures visant à réduire les émissions de carbone dans la vie de tous les jours
©Michael De Rop

Conclusion et observations finales



Makerspace soutient la croissance des idées d'entreprise innovantes et durables, port de Rotterdam ©FUSION

Les entreprises efficaces en matière de ressources, avec des produits et des services à faible émission de carbone ont des possibilités de croissance dans un marché Européen en développement. Cependant, il n'y a qu'une demande limitée de la part de certains clients importants, y compris dans le secteur public, à acquérir des biens qui répondent à des objectifs à long terme. Il y a aussi un manque de sensibilisation à propos du MGBSE, un manque de connaissances sur la disponibilité des biens et des services à faible émission de carbone déjà présents sur le marché. De nombreuses petites entreprises ne comprennent pas le concept d'économie bas carbone, et cela entrave leurs capacités à maximiser leur potentiel au sein d'une chaîne d'approvisionnement à faible émission de carbone.

En Région flamande, les partenaires concèdent que les PME ne sont pas encore prêtes pour la stratégie Europe 2020 et ne cherchent pas à atteindre les objectifs d'efficacité énergétique ou d'énergies renouvelables pour maximiser leur compétitivité. DCMR donne l'exemple aux Pays-Bas d'une société qui a diminué sa consommation d'énergie de 80 % et dont les prix ont diminué de 50 %, remportant ainsi plus de contrats. Les sociétés qui ne relèveront pas ce défi perdront des parts de marché. En outre, il apparaît

que la législation Européenne n'a pas été transposée au plan national par les États membres, une situation constatée en France, particulièrement dans les secteurs de la construction et de l'entretien. Aux Pays-Bas, des signes montrent que les sociétés cherchent à voir à plus long terme et explorent les manières dont elles pourraient commencer à adapter leurs pratiques et leurs politiques pour intégrer l'économie verte. Au Royaume-Uni, où l'économie bas carbone est vue comme un domaine de croissance, les

entreprises disposent de plus de soutien pour explorer les possibilités de l'économie bas carbone et ainsi gagner des parts de marché en tant que précurseurs.

Le travail de plusieurs partenaires du projet a aussi révélé qu'il y avait des défis majeurs pour les entreprises à travailler collectivement à la gestion efficace des ressources. Dans les parcs d'activités, les obstacles de coûts et de structures juridiques doivent être surmontés pour accroître le développement du réseau de chaleur. Il existe

des problèmes dans les échanges locaux d'électricité et le partage des déchets, que les partenaires ont cru pouvoir contourner par la création de plans de durabilité. L'équipe a aussi estimé que l'expansion des BID (Business Improvement Districts - amélioration de districts d'entreprises) pourrait encore renforcer l'action basée sur le lieu. Il est évident que pour de nombreuses petites sociétés, la gestion des ressources n'est pas au cœur de leurs préoccupations, et donc que des limites de temps et de budget sont fixés. Des problèmes similaires ont été soulignés par les entreprises et les équipes chargées des relations B2B, et certaines méthodologies qui avaient été testées par les partenaires pour engager le changement ont été revues et soumises à des tests plus approfondis. Il s'agit notamment des nouveaux outils, des aides et des modèles d'information.

Les entreprises veulent faire passer le message qu'il est nécessaire de mettre l'accent sur la communication et le marketing du secteur MGBSE. Les entreprises doivent être conscientes que les bénéfices de la gestion efficace des ressources ne servent pas seulement à sauver les ours polaires, mais que le point le plus important est d'économiser de l'argent, d'améliorer sa réputation, de réduire le risque de non-conformité à la loi et, bien sûr, de sauver la planète ! Les grandes entreprises commencent à faire passer ce message au travers de leur chaîne d'approvisionnement, mais tout cela est lent et, même ainsi, il y a encore un manque de sensibilisation à propos des nouveaux biens et services à faibles émissions de carbone. Les entreprises ne savent pas ce qu'est une pompe à chaleur air-air ou un panneau thermique photovoltaïque ; l'information est nécessaire, et elle est

Regard vers l'avenir

Le travail des partenaires a montré, lors de la première phase de la collaboration, plusieurs domaines qui mériteraient une recherche et un développement plus approfondis durant la phase II du projet. Ils répondent particulièrement aux défis suivants:

- L'intégration de mesures d'économies d'énergie dans les parcs d'entreprises au travers de l'instrument BID/BIZ;
- La promotion des réseaux et la cartographie des réseaux de chaleur pour l'utilisation de la chaleur qui serait autrement perdue;
- Les achats écologiques stimulent la demande de développement de biens et de services à faible émission de carbone;
- La promotion de l'utilisation efficace des ressources en appliquant un éventail d'outils, par exemple DCBA Omega, qui est développé aux Pays-Bas;
- La promotion des avantages et des potentialités pour les PME européennes dans les secteurs des faibles émissions de carbone et de l'utilisation efficace des ressources.

nécessaire rapidement. Les grandes organisations des secteurs public et privé doivent montrer la voie et faire la promotion de ces produits – certains y travaillent, et d'autres échouent, mais ce sont ces options dont nous avons besoin pour atteindre une Europe à faible émission de carbone, économe en ressources, à laquelle les décideurs politiques veulent arriver.

Glossaire des abréviations et des acronymes

B2B	Business-to-business (relation d'entreprise à entreprise)
BID	Business Improvement District (district d'amélioration d'entreprises)
UE	union européenne
HBC	Hastings Borough Council
HL	Habitat du Littoral
MGBSE	Marché global des biens et des services environnementaux
PME	Petites et moyennes entreprises
STEM	Steps To Environmental Management (Itinéraires pour une gestion environnementale)
wvi	the West-Flanders Intermunicipal Association

Directeur de publication : Véronique Weyland-Ammeux,
Directrice du Programme INTERREG IV A 2 Mers.

Auteurs et contributeurs : Jennie Colville, Koen de Krijf, Eveline Huyghe,
Laura Maes, Erica Russell, Pascal Sanssen, Lieven Vandeveldelde

Cette édition est produite dans le cadre des travaux du cluster, et coordonnée par le Programme INTERREG IV A 2 Mers.

Ce cluster est coordonné par Hastings Borough Council et rassemble également la ville de Gand, l'université de Gand, La West-Vlaamse Intercommunale, Business Support Kent CiC, DCMR, Kamp C | Provinciaal centrum duurzaam bouwen en wonen, Kent County Council, la commune de Schiedam et Habitat du Littoral.



Le contenu de cette publication reflète le point de vue de ses auteurs et ne correspond pas forcément aux positions de l'Union européenne.

Le texte de cette publication est à but informatif et n'est pas juridiquement contraignant.

Cette publication est entièrement financée par le Fonds européen de développement régional (FEDER) à travers le programme transfrontalier INTERREG IV A 2 Mers.

Références

- Blasing, T.J. (2014). Recent Greenhouse Gas Concentrations [WWW page]. URL http://cdiac.ornl.gov/pns/current_ghg.html
- Boon, J. (2012). Ecomind presents "Ecomind" [VIDEO]. URL <http://vimeo.com/25237676>
- BRE Global (2014). The world's leading design and assessment method for sustainable buildings [WWW page]. URL <http://www.breeam.org>
- Brink, B. & Laute, P. (n.d.). Methodiek tot duurzame vastgoed- en grondwaarde [WWW page]. URL <http://www.royalhaskoning.com/nl-NL/Publications/artikel%20Grondzak-en%20in%20de%20praktijk%20Oktober%202011.pdf>
- BSK-CiC (n.d. a). Energy Grant 500 Project [PDF]. URL <http://www.eventskent.co.uk/uploads/files/389e829b-dd1a-47d5-b515-8050ed7e5194.pdf>
- BSK-CiC (n.d. b). FUSION for Business [WWW page]. URL <http://bsk-cic.co.uk/fusion-for-business>
- Energiestrijd (n.d.). Wie bespaart de meeste energie? [WWW page]. URL <http://www.energiestrijd.nl>
- EPA (2013). Environmental Management Systems (EMS) [WWW page]. URL <http://www.epa.gov/ems>
- European Commission (2014 a). New EU GPP Criteria for Imaging Equipment [WWW page]. URL http://ec.europa.eu/environment/gpp/index_en.htm
- European Commission (2014 b). What is the EU doing about climate change? [WWW page]. URL <http://ec.europa.eu/clima/policies/brief/eu/>
- Houghton, J. T., Ding, Y., Griggs, D. J., Noguer, M., van der Linden, P. J., & Xiaosu, D. (Eds.). (2001). Climate Change 2001: The Scientific Basis - Contributions of Working Group I to the Third Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge, United Kingdom: Cambridge University Press.
- INSPIRER (2014). Project INSPIRER [WWW page]. URL <http://www.inspirer.eu/>
- INTERREG IV A 2 Seas (n.d.). Programme - Key Information [WWW page]. URL <http://www.interreg4a-2mers.eu/programme/key-information/en>
- Jones Lang LaSalle (2012). Green Lease – toelichting [WWW page]. URL <http://www.slideshare.net/NLduurzaamvastgoed/toelichting-green-lease-toelichting-ronald-bausch-jll>
- Kent County Council (2011). Business working together for a low carbon future [WWW page]. URL www.lowcarbonkent.com
- Kent County Council (2014). Steps to Environmental Management Scheme (STEM)[WWW page]. URL <http://www.kent.gov.uk/business/Business-and-the-environment/steps-to-environmental-management-scheme-stem>
- LinkedIn Corporation (2014). Low Carbon Kent [WWW page]. URL <http://www.linkedin.com/groups/Low-Carbon-Kent-3748803>
- Milieudienst van de Stad Gent (n.d.). Duurzaamheidsmeter voor stadsontwikkelingsprojecten en economische sites [WWW page]. URL <http://www.Gentsklimaatverbond.be/study/duurzaamheidsmeter-voor-stadsontwikkelingsprojecten-en-economische-sites>
- Ministerie van Infrastructuur en Milieu (n.d.). Kenniscentrum InfoMil [WWW page]. URL <http://www.infomil.nl/onderwerpen/duurzame/energie/energiebesparing/>
- Mirom (2013). Verbrandingsinstallatie [WWW page]. URL <http://www.mirom.be/verbranding.html>

Power-Link (2011). Case studies [WWW page]. URL www.ace-low-carbon-economy.eu/en/results-tools/case-studies

Schiedam (2014). Spelregels architectenpool [WWW page]. URL <https://www.schiedam.nl/schiedam.net?id=112089>

The Centre for Sustainable Design (1995). Mission [WWW page]. URL <http://cfsd.org.uk/>

The Environment Centre (2014). Sustainable Planning and Purchasing Centre [WWW page]. URL <http://www.environmentcentre.com/projects/sisco/>

The Green Growth Group (n.d.). Going for Green Growth - the case for ambitious and immediate EU low carbon action [PDF]. URL https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/253029/Green_Growth_Group_Joint_Pamphlet.pdf





SAFE-ICE est entièrement financé par le programme Interreg, une initiative mise en œuvre par l'Union européenne en 1989 et qui vise à stimuler la coopération entre des régions européennes spécifiques. Interreg IV couvre la période 2007-2013. Le volet A du programme Interreg aide à financer des projets stimulant la coopération transnationale. Dans le cadre d'Interreg IVA, 53 programmes ont été mis en œuvre. L'un de ces programmes est le programme des 2 Mers, qui soutient des projets transfrontières dans les régions côtières, compris la Manche et la mer du Nord, de France, d'Angleterre, de Belgique et des Pays-Bas. Après la clôture du 9e Appel à propositions, le programme Interreg IVA 2 Mers a atteint sa maturité durant le premier semestre 2012, avec 86 projets approuvés. La plupart des projets approuvés sont en bonne voie et les premiers résultats sont en passe d'être connus. En outre, le programme des 2 Mers a décidé de lancer des actions de capitalisation dans le courant 2012. SAFE-ICE est l'une de ces actions de capitalisation visant à consolider, valoriser et diffuser les différents projets Interreg IVA 2 Mers sur lesquels le cluster SAFE-ICE est basé.

**Pour de plus amples informations sur le Programme
des 2 Mers , consultez notre site web :**

www.interreg4a-2mers.eu

INTERREG IV A 2 Mers Seas Zeeën

Secrétariat Technique Conjoint / Joint Technical Secretariat / Gemeenschappelijk Technisch Secretariaat

Les Arcuriales - 45/D, rue de Tournai - 5^o étage - F-59000 Lille

T : +33 (0) 3 20 21 84 80 - F : +33 (0) 3 20 21 84 98

contact@interreg4a-2mers.eu



Le contenu de cette publication reflète le point de vue par ses auteurs et ne correspond pas forcément aux positions de l'Union européenne. Le texte de cette publication est à but informatif et n'est pas juridiquement contraignant. Cette publication est entièrement financée par le Fonds européen de développement régional (FEDER) à travers le programme transfrontalier INTERREG IV A 2 Mers.